

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**



UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

**Faculté Des Sciences Économiques, Commerciales et Des Sciences
de Gestion**

Département des Sciences Financières et Comptabilité

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de
Master en Sciences financières et comptabilité**

Spécialité : Finance d'Entreprise

Thème

**Le financement des investissements des entreprises
par le crédit bancaire**

Cas de la BADR " Agence N°580 Tizi-Ouzou"

Réalisé par :

Melle HOCINE Karima

Melle IDARI Manel

Dirigé par :

Mme BENZEGANE Souhila

Membres de jury :

M^{me} LARBES Melha, MAA présidente de jury, UMMTO

M^{me} TAOUCHE Samia , MAA Examinatrice , UMMTO

M^{me} BENZAGENE Souhila, MAA Encadrant , UMMTO

Promotion : 2023/2024

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier dieu, le généreux, le tout puissant qui nous a donnés la force et le courage, la volonté et les moyens nécessaires pour réaliser ce modeste travail ;

*Nous tenons à remercier notre Encadrant **Mme BENZEGANE Souhila** qui, par ses conseils précieux et ses remarques pertinentes, a su nous transmettre son expérience ;*

Ensuite pour les membres du jury qui ont accepté d'évaluer notre travail ;

*Nos remerciements s'adressent aussi **Mr AMOUKRANNE** notre encadrant au niveau de La Banque BADR de Tizi-Ouzou pour les facilités accordées lors de notre stage pratique ;*

Enfin, nos sincères remerciements vont à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire, pour leur soutien et leurs encouragements, ... merci à tous.

Karima, Manel

Dédicaces

Je dédie ce travail à:

*Mes très chers parents en signe de reconnaissance et de
profonde gratitude pour tous les efforts et tous les moyens
qu'ils ont consentis pour me voir réussir dans mes études;*

Mon cher frère : Nourdinne

Ma chère sœur : Mélissa

Toute ma famille ;

Tous mes amis sans exception;

*Ma binôme **Karima** et sa famille.*

*Ma promotrice de l'UMMTO qui doit voir dans ce travail la
fierté d'un savoir bien acquis.*

*Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin pour que
ce projet soit possible, je vous dis MERCI.*

Manel

Dédicaces

Je dédie ce travail à:

Mes très chers parents, qui peuvent être fiers et trouver ici le résultat de longues années de sacrifices et de privations pour m'aider à avancer dans la vie.

Puisse Dieu faire en sorte que ce travail porte son fruit.

Mes chères sœurs : Meriem et Lydia

Mon cher frère : Salem

Toute ma famille ;

Toutes mes amies sans exception;

*Ma binôme **Manel** et sa famille.*

Ma promotrice de l'UMMTO qui doit voir dans ce travail la fierté d'un savoir bien acquis.

Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin pour que ce projet soit possible, je vous dis MERCI.

Karima

Liste des abréviations

ABF : Agent à besoin de financement

ACF : Agent à capacité de financement

AC : Actif circulant

ALE : Agence locale d'exploitation

BA : Banque d'Algérie

BADR : Banque de L'agriculture et du Développement Rural

BCE : Banque Centrale Européenne

BDL : Banque de développement Local

BFR : Besoin de fonds de roulement

BOAL : bulletin des annonces légales

CF : cash-flow

CNEP : Caisse Nationale d'Epargne Prévoyance

CPA : Crédit populaire d'Algérie

CT : Court terme

DAB : Distributeur automatique de billet

DRA : Délai de récupération actualisée

DZD : Dinars algérien

DLMT : Dettes long et à moyen terme

EI : entreprise individuelle

EURL : Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité limité

FNL : flux nette de liquidité

FR : Fonds de roulement

FRN : Fonds de roulement net

FRNG : Fonds de roulement net global

GE : grandes entreprises

GRE : Groupe Régional d'exploitation

HSBS: Hong Kong, Shanghai Ban King Corporation

HT : hors taxe

I : investissement

IBS : impôts sur le bénéfice des sociétés

ING : impôts net global

IP : indice de profitabilité

LT : long terme

ME : moyenne entreprise

MT : moyen terme

OPA : offre publique d'achat

OPE : offre publique d'échange

PC : passif comptable

PDG : président directeur général

PE : petites entreprises

PME : petites et moyennes entreprises

QT : quintar

R : ratio

SA : société anonymes

SARL : société à responsabilité limitée

SCF : solde comptable financier

SIG : soldes intermédiaires de gestion

SNC : société au nom collectif

SPA : société par actions

TA : trésorerie actif

TCR : tableau de compte du résultat

TGE : très grandes entreprises

TN : trésorerie nette

TPE : très grandes entreprises

TRI : taux de rendement interne

TTC : toute taxes comprises

TP : trésorerie passif

VAN : valeur actuelle nette

VE : valeur d'exploitation

VI : valeurs immobilisées

VR : valeur résiduelle

Liste des tableaux et schémas

Schéma n°1 : finance directe.....	36
Tableau n°1 : Avantages et inconvénients de l'augmentation de capital	40
Tableau n° 2 : les avantages et les inconvénients du crédit-bail.....	52
Schéma n° 2 : l'organigramme de la BADR.....	64
Tableau n°3 : Présentation de l'entreprise x	68
Tableau n°4 : le bilan actif.....	69
Tableau n°5 : le bilan passif.....	70
Tableau n°6 : compte du résultat prévisionnel	71
Tableau n°7 : le fonds de roulement net (FRN).....	72
Tableau n°8 : le besoin en fonds de roulement.....	73
Tableau n°9 : calcul de la trésorerie nette (TN).....	73
Tableau n°10 : calcul du ratio de l'équilibre financier	74
Tableau n°11 : calcul du ratio de financement propre.....	75
Tableau n°12 : calcul du ratio d'autonomie financière.....	76
Tableau n°13 : calcul du ratio de la rentabilité économique	76
Tableau n° 14 : calcul du ratio de la rentabilité financière	77
Tableau n° 15 : soldes intermédiaires de gestion	78
Tableau n° 16 : compte du résultat prévisionnel	81
Tableau n°17 : la somme des cash-flows actualisés	81

Sommaire

Liste des abréviations

Liste des tableaux et schéma

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Aspects théoriques relatifs à la banque et à l'entreprise	5
Introduction	6
Section 1 : notions générales sur les banques	6
Section 2 : Notions générales sur l'entreprise	16
Conclusion.....	28
Chapitre II : Les sources de financement et l'analyse financière des investissements des entreprises	29
Introduction	30
Section 1 : L'autofinancement	30
Section 2 : Le financement direct et le financement indirect.....	35
Section3 : Les outils de l'analyse financière	53
Conclusion.....	60
Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou.....	61
Introduction	62
Section 1 : Présentation de la BADR.....	62

Section 2 : Etude d'un dossier de demande de crédit d'investissement au sein de la BADR	
agence n° 580 à Tizi-Ouzou	68
Conclusion	84
Conclusion générale	86
Références et bibliographie	88

Annexes

Table des matières

Introduction générale

Introduction générale

La banque est une institution financière qui assure un rôle essentiel dans l'économie d'un pays. Sa matière première est incontestablement les capitaux, ou tout simplement l'argent, qu'elle collecte auprès d'agents économiques disposant d'un excédent de financement, pour financer les besoins de l'économie, particulièrement ceux exprimés par les entreprises qui représentent le noyau de l'activité économique.

Afin de faire face à leurs besoins de financement, les entreprises peuvent mobiliser leurs ressources financières internes matérialisées essentiellement par leurs fonds propres et par l'autofinancement qui peut prendre la forme d'amortissements, de bénéfices, de réserves et de provisions. Donc pour assurer leur développement, les entreprises utilisent des ressources financières durables dont la récupération, ne se fera que sur (une période, qui dépend de la durée de vie de l'investissement.

L'investissement est la création d'un capital fixe, c'est-à-dire, une accumulation des facteurs physiques ; principalement de production et de commercialisation. Ces facteurs contribuent directement au fonctionnement de l'entreprise sur plusieurs cycles de production successifs. Autrement dit, l'investissement est une opération qui consiste, pour une entreprise, d'acquérir des biens de production ou d'effectuer certaines dépenses ayant pour but de développer le potentiel de l'entreprise.

Pour ce faire, une entreprise a besoin de capitaux significatifs, qui dépassent souvent les apports de ses actionnaires. Pour combler ce besoin, l'entreprise peut recourir à l'emprunt bancaire pour le financement de ses investissements dont le remboursement se fera par les éventuels bénéfices futures générés par l'investissement. C'est pour cela que la banque doit gérer le risque de non remboursement en effectuant un diagnostic financier approfondi des projets de l'entreprise.

En Algérie, où la contribution du marché financier au financement des entreprises demeure négligeable, le crédit bancaire constitue la source de financement privilégiée des entreprises algériennes. De ce fait, les banques jouent un rôle important en leur fournissant des services financiers essentiels, allant de la gestion de trésorerie au financement de projets d'investissement. De plus, dans un contexte où l'accès au crédit peut être un défi pour de nombreuses entreprises, la disponibilité et les conditions des prêts accordés par les banques jouent un rôle crucial dans la croissance et la viabilité de ces entreprises. Par ailleurs, la

dépendance des entreprises algériennes vis à vis du financement bancaire souligne l'importance d'une collaboration efficace entre les deux partenaires pour favoriser une croissance économique durable en Algérie.

Parmi les banques algériennes, on trouve la BADR (Banque de l'Agriculture et du Développement Rural) qui propose, à l'instar des autres banques, une gamme variée de produits et de services financiers adaptés aux besoins des entreprises. Que ce soit par le biais de prêts, de lignes de crédit de services de conseil financier ou de financement d'investissement

L'objectif de cette étude est de montrer que le « crédit d'investissement » n'est pas qu'une simple source de financement, mais une véritable décision stratégique pour l'entreprise et pour la banque. De ce fait, notre travail tentera de répondre à la problématique suivante :

Comment la banque (BADR) peut- elle répondre aux besoins formulés par une entreprise en termes de crédit d'investissement ?

I-Méthodologie de recherche

La démarche suivie dans ce mémoire est basée, d'une part sur la collecte d'informations à travers la consultation d'ouvrages, de revues, de mémoires, de thèses de doctorat et de sites internet en lien avec l'entreprise la banque et les sources de financement, D'autre part, et en vue d'appliquer les concepts théoriques, nous avons analysé une demande d'un crédit d'investissement d'une entreprise auprès de la BADR.

II- Intérêt et choix du thème

De par le rôle essentiel joué par la banque et l'entreprise dans toute économie, le choix d'étudier la procédure suivie par une banque algérienne dans l'octroi d'un crédit d'investissement a été motivé par le fait que ce thème :

Est compatible avec notre spécialité : finance d'entreprise et complète notre formation.

C'est un thème qui nous semble intéressant et qui pourrait nous aider dans notre parcours professionnel.

C'est un thème intéressant, car la problématique de financement existera toujours tant que les entreprises existent.

III- La structure de travail

Dans le cadre de notre recherche nous avons scindé notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre est dédié à la présentation de deux acteurs économiques essentiels qui sont l'entreprise et la banque. Dans le deuxième chapitre, nous avons mis l'accent sur les sources de financement des investissements, ainsi que la présentation des différents outils de l'analyse financière ; que les bailleurs de fonds consultent avant de financer l'investissement d'une entreprise. Le troisième et dernier chapitre est consacré à l'étude d'un cas pratique effectué au sein de la BADR Tizi-Ouzou au sein de laquelle nous avons analysé le dossier d'octroi d'un crédit d'investissement,

Chapitre I :
**Aspects théoriques relatifs à
la banque et à l'entreprise**

Introduction

Au sein d'une économie, la banque en tant qu'institution financière joue le rôle d'intermédiaire entre les différents agents économiques, sa fonction principale est d'accorder des crédits à ceux qui veulent consommer et investir.

En plus de son rôle d'octroi de crédit, la banque offre également une gamme de services financiers essentiels aux entreprises, tels que la gestion des comptes courants, la facilitation des transactions commerciales, et le conseil en matière de gestion financière. De plus, les entreprises peuvent bénéficier de produits bancaires spécialisés, tels que des prêts à long terme pour l'expansion ou des lignes de crédit pour la gestion des flux de trésorerie.

Les entreprises en tant qu'agent économique essentiel dans l'économie d'un pays (innovations, création de richesses, création d'emplois....) ont besoin des banques pour financer leurs activités, tandis que les banques ont besoin des entreprises pour générer des profits, cette relation est donc mutuellement bénéfique. Ainsi de ce chapitre sera consacré à la présentation de ces deux acteurs qui sont : les banques et les entreprises.

Section 1 : notions générales sur les banques

Dans le domaine financier, le secteur bancaire agit comme l'épine dorsale de l'entreprise moderne et le développement économique d'un pays dépend fortement de son système bancaire. Afin de cerner et comprendre l'optique du crédit bancaire, il est essentiel de présenter tout d'abord cet acteur majeur du système financier qui n'est autre que la banque.

1-1 Définition de la banque

La définition de la banque peut être appréhendée sous les angles économiques et juridiques.

1-1-1 Définition économique de la banque

*« Les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôts, des fonds du public qu'elles emploient sur leurs propres comptes en opérations financières ».*¹

¹GARSUAULT P, PRIAMI S, « la banque fonctionnement et stratégies », édition : economica, paris, 1995, p08.

Par ailleurs, Selon GAUCHON.P : *«la banque est comme tout établissement privé ou public qui facilite les paiements des particuliers ou entreprises, reçoit des fonds et crée des moyens de paiements. »*²

La banque joue donc le rôle d'intermédiaire entre offreurs et demandeurs de capitaux, en intercalant d'une part son bilan entre offreurs et demandeurs de capitaux, c'est l'intermédiation bancaire et en mettant d'autre part en relation directe offreurs et demandeurs de capitaux sur les marchés financiers, c'est le phénomène de désintermédiation.³

1-1-2 Définition juridique de la banque

A partir des définitions présentées plus haut nous pouvons dire : les opérations de la banque comprennent la réception de fonds du public, l'octroi de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci

Autrement dit, les banques proposent à des agents qui disposent d'une capacité de financement des produits d'épargne et à ceux qui en ont un besoin des crédits. Auprès des agents à des produits d'épargne et auprès des agents à des crédits adaptés à leurs besoins. Les banques jouent donc un rôle important sera présentés dans le point suivant.

1-2 Rôles et fonctions de la banque

Les banques sont des entreprises de services, produisant et vendant des produits financiers variés. Leurs succès dépendent naturellement de leurs capacités à identifier les attentes de leurs clientèles et à y répondre de façon efficaces à un prix compétitif.

Parmi les rôles de la banque on peut citer : intermédiation bancaire, la collecte des dépôts, la création monétaire, l'octroi de crédit, l'offre de services et de moyens de paiement

1-2-1 L'intermédiation bancaire

« L'intermédiation est le métier historique de base des banques.une banque collecte des fonds au travers de l'activité appelée de dépôts qu'elle va ensuite prêter au travers de son

²-GAUCHON.P, « Vocabulaire d'actualité économique », Edition Ellipse, Paris, 1994, p30.

³GARSUAULT P, PRIAMI S , opcite, p8

*activité dite de crédit. Si les encours de crédits excèdent le montant des dépôts, la banque va se refinancer au travers du marché interbancaire qui fait partie du marché monétaire ».*⁴

1-2-2 La collecte des dépôts

On appelle dépôts les fonds, rémunérés ou non, déposés par toute personne, physique ou morale, sous forme scripturale ou non, auprès d'une banque avec le droit, pour la banque, d'en disposer pour compte propre ; charge à cette banque d'assurer à son client, le (déposant), un service de caisse. Il existe deux grandes familles de dépôts : les dépôts à vue et les dépôts à terme.

1-2-2-1- Les dépôts à vue

Un dépôt est dit à vue lorsque les sommes déposées sont exigibles immédiatement, pouvant être restituées à tout moment sur simple demande du déposant ou de son mandataire. Les comptes de dépôts ordinaires se nomment traditionnellement compte chèque pour les particuliers et compte-courant pour les entreprises.

1-2-2-2 Les dépôts à terme

Les dépôts à terme sont des fonds déposés par les particuliers ou les entreprises qui, sauf diminution ou suppression de la rémunération, ne peuvent être récupérés avant la date convenue entre le client et sa banque. La durée de ces dépôts à terme est comprise entre un mois et Cinq ans.⁵

1-2-3 La création monétaire

La banque est un acteur important de la création monétaire, c'est-à-dire qu'elle contribue à l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation au sein d'une économie (la masse monétaire). Cette création monétaire se fait notamment lorsque la banque accorde un crédit à un agent non financier. En effet, à cette occasion le compte de cet agent se voit créditer d'un montant correspond au crédit octroyé à travers un simple jeu d'écriture comptable. De ce fait, grâce à ce mécanisme la banque a mis à la disposition de son client, une somme d'argent qu'elle ne possède pas.

⁴ KARYOTIS Catherine, « l'essentiel de la banque », Edition l'extenso, France, 2015/2016, p18

⁵ KARYOTIS Catherine, opcite, p20/21

1-2-4 L'octroi de crédits

L'octroi de crédits est une activité essentielle de la banque. Il s'agit d'un processus par lequel la banque accorde des prêts à ses clients, ce qui lui permet de générer des intérêts et des revenus. Cela contribue également à stimuler l'économie en fournissant aux emprunteurs les fonds nécessaires pour investir dans des projets, acheter des biens et services, ou développer leurs entreprises. En même temps, les banques doivent évaluer soigneusement les risques associés à l'octroi de crédits pour s'assurer que les emprunteurs peuvent rembourser leurs dettes de manière responsable.

1-2-5 L'offre de services

La banque propose plusieurs services à leurs clients comme les prestations d'assurance, les opérations sur chèque ou carte, virements ...etc. « En outre, la banque à distance permet à leurs clients d'accéder à leur compte sans se déplacer ou niveau de l'agence, et réaliser certaines opérations par internet, téléphone, SMS, ou avec une application mobile ».⁶

1-2-6 Moyens de paiement

*« Les banques sont tenues d'assurer un service de caisse à leurs clients qui consiste à assurer la conservation des fonds déposés et le retrait des espèces, faciliter les dépenses et l'encaissement des fonds et délivrer des moyens de paiement. On appelle moyens de paiement l'ensemble des techniques ou des supports mis à la disposition de la clientèle des banques pour procéder aux règlements ou aux transferts de fonds ».*⁷

De ce qui précède, nous constatons que les banques fournissent différents services et s'adaptent à l'évolution des besoins de ses clients. Dès lors, pour être plus efficaces, ces institutions financières ont eu tendance à se spécialiser. C'est ce qui a donné naissance à différents types de banques.

1-3 Les types des banques

Les banques peuvent être classées selon plusieurs critères à savoir : le statut juridique, mais aussi le type d'activités.

⁶ BOUZAR Chabha, « Economie bancaire », Edition El-Amel, Tizi-Ouzou, 2023, p99

⁷ KARYOTIS Catherine, opcite, p30

1-3-1 Les types de banque selon leur statut juridique

« Comme toute entreprise, les banques ont un statut juridique (une forme juridique), un capital social minimum, un siège social. Leur statut juridique est défini selon leur type d'actionnariat, il coexiste des sociétés commerciales, des sociétés à caractère coopératif ou mutualiste, des établissements publics, des établissements privés, des établissements mixtes (privés et publics, nationaux et étrangers) et des établissements à but non lucratif.

*Selon leur statut juridique, les banques sont classées en trois grandes catégories : la banque coopérative ou mutualiste, la banque commerciale, et la banque publique ».*⁸

1-3-1-1 La banque coopérative ou banque mutualiste

La banque coopérative ou banque mutualiste se définit par son mode de contrôle, qui indique que la banque n'appartient pas à des actionnaires mais à des clients sociétaires. Ces derniers disposant d'un double statut : ils sont à la fois propriétaires de la banque et usagers (clients disposants ou emprunteurs).

Les principales caractéristiques de cette catégorie de banque sont :

- Les propriétaires sont les clients de la banque. Leur objectif n'est pas vraiment la recherche de profit mais de s'assurer les meilleurs produits et services en tant que membres sociétaires ;
- Contrôle démocratique de la banque ;
- Répartition équitable du bénéfice.

Les sociétaires peuvent être des particuliers, des syndicats, des mutuels, des associations, ou des collectivités publiques. Les banques mutualistes existent dans des pays tels le Canada, Suisse, Royaume uni etc.

En Algérie, le règlement de la banque d'Algérie n°08-03 du 21/07/2008 fixe les conditions d'autorisation d'établissement et d'agrément des coopératives d'épargne et de crédit. La création de ce type de coopérative vise surtout les groupements de salariés nés de la même entité juridique, groupe ou institution ou collectivité répondant aux conditions requises.

⁸ BOUZAR Chabha, opcite, p53

Cependant, la publication de ce règlement, ne permet pas de développer ce type de banque en Algérie.⁹

1-3-1-2 La banque commerciale

Il s'agit d'une société dont le capital est détenu par des actionnaires (SPA), elle est dans certains pays souvent cotée en bourse. Elle est à but lucratif, c'est-à-dire, qu'elle vise à tirer un bénéfice sur les diverses opérations et services qu'elle met à la disposition de sa clientèle : consentement de crédits, dépôts et autres placements, distribution de produits d'assurance...etc.¹⁰

En Algérie, suivant l'article 83 de l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003, modifiée et complétée, les banques et établissements financiers de droit algérien doivent être constitués sous forme de sociétés par actions. Les dispositions concernant les SPA sont précisées par le code de commerce et ont vocation à s'y appliquer.

1-3-1-3 La banque publique

La banque publique est une banque qui appartient à des acteurs publics, à savoir l'Etat, les établissements publics ou les collectivités locales. Elle se distingue des banques commerciales par son type d'actionnariat mais également par certaines missions que lui confie la puissance publique comme l'orientation des crédits vers les secteurs que l'Etat veut développer de manière prioritaire.

En Algérie, avant la loi 90/10 sur la monnaie et le crédit du 14 avril 1990, toutes les banques étaient publiques. Actuellement six banques publiques font partie du paysage bancaire Algérie qui sont la BNA (Banque Nationale d'Algérie), BEA (banque extérieure d'Alger), CPA (crédit populaire d'Alger), BADR (banque d'agriculture et du développement rural), BDL (banque du développement locale) et la CNEP (caisse nationale et d'épargne et de prévoyance).¹¹

1-3-2 Les types de banque selon leurs activités

Outre le statut juridique, la classification des banques peut aussi se faire par les activités qu'elles exercent. En se basant sur ce critère on peut distinguer entre : la banque centrale, la banque de détail appelée banque commerciale ou banque de réseau, banque

⁹ BOUZAR Chabha, opcite, p53

¹⁰ Idem

¹¹ Idem

d'affaires, la banque d'investissement, banque universelle ou banque généraliste, et la banque spécialiste.

1-3-2-1 La Banque Centrale (BC)

La Banque Centrale est une institution financière qui se trouve au sommet du système bancaire d'un pays. Elle assure plusieurs fonctions à savoir :

- La BC est la seule institution habilitée à émettre la monnaie fiduciaire (billets de banques). L'institution supervise la création de la monnaie qui est faite par les banques commerciales et en régule l'usage par le biais du taux directeur.
- La BC fixe le taux directeur de l'économie ; il s'agit d'un taux auquel les autres banques peuvent se refinancer auprès de la BC. Ce taux aura une influence sur tous les autres taux d'intérêts pratiqués par les banques, c'est-à-dire, les taux d'intérêts créditeurs (sur les dépôts à terme, livret de banque...) et les taux d'intérêts que ces derniers vont appliquer à leurs clients.
- Elle gère les réserves de change du pays.
- Elle définit la politique monétaire en vue de réguler la masse monétaire en fonction des besoins de l'économie.
- Elle supervise et régule l'activité bancaire afin d'assurer la stabilité du système financier.

La BC a également pour le rôle de réglementer et superviser les opérations des différentes banques tout en veillant à leur solvabilité à l'égard des déposants.

- Elle veille et assure le respect des réglementations des risques.
- Elle assume le rôle « de prêter en dernier ressort » en cas de crise systématique (risque de faillite bancaire en cascade) et intervient pour restaurer l'équilibre du marché par l'apport en urgence de la liquidité notamment aux banques en détresse.¹²

1-3-2-2 Banque de détail

Appelée banque commerciale ou banque de réseau, la banque de détail comprend en deux grandes catégories : la banque de détail ou banque commerciale traditionnelle et la banque en ligne virtuelle.

¹² BOUZAR Chabha, opcite, p55

A- Banque de détail ou banque commerciale traditionnelle

La banque de détail est généralement la banque la plus connue du grand public dans la mesure où elle est destinée aux particuliers et aux entreprises notamment les petites et moyennes entreprises. Elle leur propose l'ouverture d'un compte auquel est associé différents services et produits (gestion de comptes à vue et à terme , mise à disposition des moyens de paiement, placements, crédits, suivi et conseils bancaires...).¹³ Parmi les banques de détail figure la banque de dépôt destinée essentiellement à la collecte de l'épargne.

Cependant, les tarifs élevés pratiqués par ces banques auquel il faut ajouter le développement des technologies d'information et communication.

Ont conduit, à la naissance et à l'essor des banques en lignes et des banques mobiles ou néo-banques. Le principal avantage de ces nouvelles banques consiste dans la gratuité de leurs services ou de leurs frais bancaires réduits.

B- Banque en ligne ou banque virtuelle

*« Dans les pays où la digitalisation est fortement développée, le nombre d'agences (physiques) enregistre chaque année une baisse significative de la fréquentation de la clientèle. Aussi, pour ne pas faire chuter leur rentabilité, les banques procèdent à la fermeture de certaines d'entre elles et s'adaptent aux nouvelles technologies pour offrir des services en ligne. On distingue à ce propos : les banques hybrides, les banques à 100% en ligne, et les banques mobiles ou néo-banques ».*¹⁴

a- Les banques hybrides

Certaines banques à activités traditionnelles comme les banques de détail, proposent aussi des services en ligne en vue de toucher un éventail important de la clientèle. On les qualifie de « banques hybrides ».

En Algérie, il devient possible d'ouvrir un compte en ligne au niveau d'une banque mais cette pratique reste pour le moment très peu développée.

¹³ BOUZAR Chabha, opcite, p56

¹⁴ Idem

b- Les banques à 100% en ligne

« Il existe aussi des banques qui sont à 100% en ligne qui offrent à leur clientèle les mêmes services que la plupart des banques de détail. Ces banques n'ont pas de guichets (au sens physique) mais les clients peuvent effectuer en toute sécurité les opérations en ligne à partir du site internet de la banque ou à partir des applications mobiles. Les clients peuvent : consulter et effectuer des opérations à distance sur leur compte ; disposer de moyens de paiement (carte bancaire, chéquier) ; et effectuer des placements et obtenir des crédits etc. ».¹⁵Toutefois, certains services et opérations ne peuvent avoir lieu en ligne notamment l'ouverture de comptes professionnels, ou l'octroi de certains types de crédits.

Les opérations en ligne procurent des avantages aux clients car elles offrent une autonomie, un gain de temps et des avantages financiers. C'est pour toutes ces raisons que les banques en ligne constituent de véritables concurrents des banques traditionnelles.

c- Banque mobile ou néo banque

« Les néo-banques sont principalement des start-up issues de la fintech et n'ont pas toutes l'agrément bancaire. Aussi, une néo-banque est un établissement financier 100% en ligne et non rattaché directement à une banque traditionnelle. C'est une banque sans guichets uniquement accessible par les clients par Smartphone ou autres appareils portables ou une tablette.

Cette nouvelle forme de banque appelée aussi « banque digitale » ou « banque sans fil » est apparue au cours des années 2010. Elle propose essentiellement des comptes en ligne (ouverture de compte, gestion de compte, virement). Ces derniers donnent droit à une carte de paiement, qui permet de débiter le compte et d'effectuer le retrait d'argent au niveau d'un DAB (distributeur automatique de billets) ».¹⁶

On peut noter l'existence d'un critère de différence entre la banque mobile et la banque en ligne, il s'agit de son statut. La banque mobile n'a pas de licence bancaire. C'est un simple établissement de paiement qui n'autorise aucun découvert ni autres crédits.

¹⁵ BOUZAR Chabha, opcite, p57/58

¹⁶ Idem

1-3-2-3 La banque d'affaires

La banque d'affaires (*corporate banking* en anglais) ne traite qu'avec les grands clients (entreprises) non pas pour les financer mais plutôt :

- Pour s'occuper de leur finance par exemple, leur proposer des exercices d'analyse comptable, les accompagner dans leurs opérations financières et leur prodiguer des conseils stratégiques et financiers.
- Elles assistent les entreprises dans leur montage financier et leurs introductions en bourse OPA (offre publique d'achat), OPE (offre publique d'échange) et augmentation de capital et de leurs opérations de trading.
- Elles assurent la gestion des portefeuilles de titres des entreprises mais également celle du portefeuille des participations pour elle-même et pour le compte de tiers.
- Elles assistent les entreprises ou autres banques dans leurs projets de fusions acquisitions.

Les banques d'affaires ont également comme clients les investisseurs institutionnels, les gestionnaires de fonds, et les Etats (pour les émissions de titres de dettes : les obligations). Comme elles prêtent peu, les banques d'affaires ne détiennent pas un grand volume de capitaux propres. En cas de besoins, elles se refinancent sur le marché interbancaire (auprès des autres banques). En général, les banques d'affaires travaillent sur des opérations de longue durée, qui demandent une analyse et une expertise poussées. En contrepartie, elles obtiennent des commissions liées à l'aboutissement de leurs opérations¹⁷.

1-3-2-4 La banque d'investissement

La banque d'investissement (*investment banking* en anglais) peut être une banque ou une structure d'une banque (direction, département) qui a une activité basée sur les marchés financiers. Son rôle consiste dans l'achat et la vente de titres sur ces marchés (actions, obligations ou produits dérivés), la levée de fonds pour les entreprises nouvellement cotées, la gestion des opérations de change. Leurs opérations sont de courte et moyenne durée et tirent la majorité de leur profit de la multiplication de ces transactions¹⁸.

¹⁷ BOUZAR Chabha, opcite, p 60

¹⁸ Idem

1-3-2-5 La banque universelle ou banque généraliste

*« La banque universelle est également appelée « banque généraliste » ou « banque à tout faire » par opposition à la banque spécialiste. Elle désigne un établissement financier qui exerce toutes les opérations d'une banque commerciale (collecte de ressources, distribution de crédits, prestation de services, opérations connexes), elle gère des actifs, intervient sur le marché financier (émissions de titres : actions, obligations, conseils financiers, trading). Son intervention peut se réaliser sur tous les segments de marché au niveau domestique et au niveau international ».*¹⁹

Généralement, la banque universelle dispose d'un réseau d'agences assez dense lui permettant d'être à proximité de la clientèle et d'offrir tout un éventail de produits et services : pour la collecte des ressources ; l'octroi de crédit ; pour les activités de marchés et d'ingénierie financière ; mais aussi les prises de participation dans des entreprises y compris non financières.

1-3-2-6 La banque spécialiste

La banque spécialiste se focalise sur un métier bien déterminé par exemple : la gestion du patrimoine, la distribution de crédits, le crédit immobilier, le crédit à la consommation, le crédit-bail, ou sur un segment de clientèle bien défini (particuliers, entreprises) ou un secteur d'activité particulier (agriculture, industrie, collectivités locales) ». ²⁰

Section 2 : Notions générales sur l'entreprise

Dans cette section, nous allons explorer les bases fondamentales de l'entreprise. Nous examinerons les concepts clés tels que le rôle et dimensions des entreprises dans l'économie, leur classification selon différents critères tels que la taille et le secteur d'activité, ainsi que les produits et services qu'elles offrent. Cette exploration nous permettra de mieux comprendre le fonctionnement et l'importance des entreprises dans le monde des affaires.

¹⁹ BOUZAR Chabha, opcite, p62

²⁰ Idem

2-1 Définition de l'entreprise

Généralement l'entreprise est définie comme une entité économique combinant les facteurs de production (capital, travail, matières premières), afin de produire des biens et des services destinés à être vendus sur un marché. En vue de dégager un profit.

- CAPUL Jean-Yves, définit l'entreprise comme « *une unité de production qui vend ses produits sur un marché. Elle produit donc des biens et services marchands. Une banque, une clinique, une exploitation agricole, une boucherie, un cabinet de chirurgien-dentiste sont ainsi des entreprises. Il existe de nombreuses structures juridiques pour les entreprises déterminant, pour chacune d'elle, la répartition de la propriété et des pouvoirs de direction. La principale distinction concerne les entreprises individuelles et les sociétés* ». ²¹
- Selon HADJ SADOK Tahar, « *il ya entreprise dès qu'un individu ou un groupe d'individus disposant du capital monétaire nécessaire, accepte de le risquer dans un projet économique, et ce dans le but de rendre maximale la différence entre les sommes payées et les sommes encaissées* » ²²

A partir de ces définitions nous pouvons dire que l'entreprise est une entité économique qui réunit des ressources humaines, matérielles et financières pour produire des biens et des services dans le but de réaliser un profit. De ce fait nous constatons que l'entreprise joue un rôle important. Ces différents rôles seront présentés dans le point suivant.

2-2 Rôles de l'entreprise

L'entreprise joue un rôle très important grâce à ses moyens et son organisation, ce qui lui permet de produire des biens et des services qu'elle met à la disposition des consommateurs. Ainsi on peut résumer le rôle de l'entreprise dans les points suivants : ²³

- Répondre à la demande des consommateurs ;
- Créer de nouveaux produits ou services ;
- Aider à maintenir ou à diminuer par la concurrence, les couts et les prix à leurs plus bas niveaux ;

²¹ CAPUL Jean-Yves, « l'économie et la science sociale de A à Z », Edition Hatier, paris, 2005, p125

²² HADJ SADOK Tahar, « Les risques de l'entreprise et de la banque », Edition DAHLAB, Msila, 2007, p4

²³ <http://wikimemoires.net> Economie et gestion consulté le 13 mai 2024 à 21h :00

- Créer des postes de travail et contribuer à la baisse du chômage Contribuer à la croissance économique ;
- Encourager, grâce à la concurrence l'innovation

2-3 Les dimensions de l'entreprise

Dans le cadre de la dimension des entreprises, on distingue : la dimension économique, financière et humaine.

2-3-1 La dimension économique de l'entreprise

Comme il a été expliqué plus haut, produire des biens et des services constitués la mission principale de l'entreprise, pour ce faire, elle utilise des facteurs de production qui sont : le capital humain (travailleurs), le capital financier, le capital technique (équipement).

*« Tous ces moyens n'ont pas la même fonction ni la même durée de vie. Certains, tels les terrains ou les constructions, sont utilisés pendant de longues années. D'autres, comme les équipements et l'outillage, servent à la production d'une quantité importante de biens ou de services, et sont en principes remplacés au bout d'une certaine période d'utilisation. D'autres enfin, comme les matières premières, sont lors de la fabrication du produit et doivent être sans cesse renouvelés ».*²⁴

Dès lors, une distinction doit s'opérer entre les moyens de production que l'entreprise utilisent à moyen ou à long terme et ceux qui ne seront utilisés, qu'une seule fois durant le processus de production. On appelle, les premiers moyens de production « actifs immobilisés » qui sont financés par des crédits à moyen et long terme, alors que les seconds sont appelés actifs circulants, qui eux sont financés par des crédits à court terme.²⁵

2-3-2 La dimension financière de l'entreprise

A fin de pouvoir utiliser ses moyens de production, l'entreprise doit avoir des ressources financières que généralement les propriétaires disposent pas suffisamment. L'entreprise donc est souvent amenée à emprunter auprès d'organismes financières ou de particuliers. Elle dispose donc de deux catégories de ressources :

²⁴ BOUYACOUK Farouk, « l'entreprise et le financement bancaire », édition Casbah, Alger, 2003, p39

²⁵ BOUYACOUK Farouk, opcite, p39

- Celles des propriétaires, constitués des fonds apportés et des résultats conservés dans l'entreprise, constitués des fonds apportés par les associés et des résultats non distribués
- Celles des bailleurs de fonds, constituées :
- Des dettes à moyen et long terme, lorsqu'elles sont remboursables sur une période supérieure à une année.
- Des dettes à court terme lorsqu'elles sont remboursables sur une période inférieure à une année En plus de ces sources de financement , l'entreprise peut également obtenir de ses fournisseurs des délais de paiement qui lui permettent de différer une sortie de fonds et donc de disposer provisoirement de ressources supplémentaires.²⁶

2-3-3 la dimension humaine de l'entreprise

Le facteur humain tient une place importante dans la réussite d'une entreprise. Il n'est certes pas toujours facile de porter une appréciation sur la compétence technique et professionnelle des dirigeants d'une entreprise, mais il est possible de se rendre compte s'il s'agit de personnes sérieuses motivées qui maîtrisent bien le domaine dans lequel elle active ou veulent investir et qui voient suffisamment loin pour anticiper les problèmes qui pourraient surgir aussi bien dans la phase de réalisation du projet que pendant l'exploitation de l'entreprise. » ²⁷

2-4 Classification des entreprises par la taille

Les critères les plus utilisés pour classer les entreprises sont : la taille, l'activité, la branche, le chiffre d'affaires, valeur ajoutée et le statut juridique.

2-4-1 Classification par la taille

Il n'est pas facile de classer des entreprises par la taille dans la mesure où il faut d'abord définir de quelle taille il s'agit²⁸ :

- Des facteurs de production : nombre de personnes employées, montant du capital social
- De l'importance de l'activité : production, chiffre d'affaires
- De la rentabilité : valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation, bénéfice.

²⁶BOUYACOU B Farouk, opcite, p39

²⁷Idem

²⁸ LASARY, « Economie de l'entreprise », édition dar el othmania, Alger, 2007, p8-9

Le critère de taille le plus utilisé reste tout de même la taille des effectifs. On distingue habituellement Cinq catégories :

- Les très petites entreprises (TPE) : 0 à 9 salariés
- Les petites entreprises (PE) : 10 à 49 salariés
- Les entreprises moyennes (ME) : 50 à 499 salariés
- Les grandes entreprises (GE) : 500 à 999 salariés
- Les très grandes entreprises (TGE) : + de 1000 salariés

2-4-2 Classification de l'entreprise par secteur d'activité

Le secteur est un ensemble d'entreprises exerçant une même activité principale. On distingue traditionnellement trois secteurs d'activité :

- **Secteur primaire** : ce secteur regroupe toutes les entreprises dont la production a un rapport avec la nature : production de matières premières, agriculture, pêche ...etc.
- **Secteur secondaire** : ce sont des entreprises de transformation : industrie, travaux publics, bâtiments ...etc.
- **Secteur tertiaire** : c'est le secteur des services : transports, enseignement, distribution, assurances, banques etc.

Actuellement, on parle de plus en plus d'un secteur quaternaire dont ferait partie des entreprises qui ont opéré dans des activités de communications (informatique, télématique etc.)²⁹

2-4-3 Classification de l'entreprise par la branche d'activité

Parfois, la notion de secteur d'activité est trop générale. Dans ce cas, on effectue à l'intérieur des secteurs d'activité des regroupements par la branche.

La branche, regroupe des entreprises qui exercent la même activité avec les mêmes techniques.

La définition de la branche donnée par le lexique d'économie est la suivante : « ensemble d'entreprises ou d'éléments d'entreprises produisant le même type de bien ».³⁰ Ce concept de branche permet de réaliser des analyses et des tableaux de bord économiques

²⁹ LASARY, op.cite, p10

³⁰ ROGER Aim, « organisation des entreprises », édition afnor, France, 2013, p42

précis, offrant de multiples ratios et indicateurs de performance. On comparera ainsi les performances des entreprises entre elles, en les situant par rapport à diverses références (analyse de la concurrence)

2-4-4 Classification de l'entreprise selon le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaire permet d'avoir une idée sur le volume des transactions de l'entreprise avec ses clients. L'importance d'une entreprise peut se définir par le volume de ses transactions.

En Algérie, les entreprises sont généralement classées en fonction de leur chiffre d'affaires annuel, exprimé en dinars algériens (DZD). Voici une classification typique :

- Micro-entreprise : chiffre d'affaires, souvent inférieur à 10 millions de dinars Algériens.
- Petite entreprise : chiffre d'affaires compris entre 10 millions et 50 millions de dinars Algérien
- Moyennes entreprises : chiffre d'affaires compris entre 50 millions et 500 million de dinars Algériens.
- Grandes entreprises : chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de dinars Algériens.

2-4-5 Classification de l'entreprise selon la valeur ajoutée

La valeur ajoutée représente la richesse créée par l'entreprise. Celle se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires de l'entreprise, l'ensemble des couts liés aux consommations intermédiaires qui regroupe me cout des biens et des services achetés à d'autres entreprises qui ont servie à produire ses propres biens ou services.

En Algérie, les entreprises peuvent classées en fonction de leur valeur ajoutée, qui représente la différence entre la valeur de production d'une entreprise et le cout des biens et services achetés à d'autres entreprises pour produire ces biens ou services. Voici une classification générale basée sur la valeur ajoutée en Algérie :

- Petite entreprises: valeur ajoutée généralement inférieure à un certain seuil, souvent déterminé par les autorités fiscales.
- Moyennes entreprises : valeur ajoutée généralement entre un seuil minimum, et maximum, ces seuils pouvant être fixés par les autorités fiscales ou les organismes de réglementation.

- Grandes entreprises : valeur ajoutée supérieure à un certain seuil généralement déterminé par les fiscales ou les organismes de réglementation.

2-4-6 Classification de l'entreprise par le statut juridique

Selon cette classification, on distingue généralement : les entreprises publiques, les entreprises semi-publiques et les entreprises privées.

2-4-6-1 Les entreprises publiques

*« L'entreprise publique est une entreprise contrôlée par l'Etat ou par une collectivité publique qui produit des biens et des services pour un marché. Les entreprises publiques disposent d'une certaine autonomie de gestion et sont, dans le cadre de leurs relations client-fournisseur, soumises au droit commercial. On notera que certaines entreprises publiques sont encore en position de monopole ou de quasi-monopole ».*³¹

2-4-6-2 Les entreprises semi-publiques

*« Une société d'économie mixte résulte d'une volonté de partenariat industriel entre la puissance publique et des personnes privées, c'est une entreprise dont la propriété est partagée entre l'Etat (ou une collectivité publique) et des personnes privées ».*³²

2-4-6-3 Les entreprises privées

« Ce sont des entreprises dont le capital est détenu par des personnes privées. Les entreprises peuvent être soumises à des risques limités ou illimités. Elles sont généralement partagées en trois grandes catégories :

Les sociétés de personnes : entreprise individuelle, SNC

Les sociétés de capitaux : SPA ou SA

Les sociétés hybrides : SARL, EURL

A- Les sociétés de personne

Dans les quelles on distingue l'entreprise individuelle (EI) et la société en nom collectif (SNC)

³¹ ROGER Aim, opcite, p54

³²idem

a- L'entreprise individuelle (EI)

Cette entreprise ne nécessite ni statut ni capital social, et sa constitution est facile. Elle présente cependant des risques importants dans la mesure où il n'y a pas de séparations entre les biens de l'entreprise et ceux de son propriétaire.³³

b- La société au nom collectif (SNC)

Il s'agit d'une société de personnes qui sont solidairement responsables. Le capital apporté par les associés est partagé en parts sociales. Dans ce type de société, les associés ont une responsabilité illimitée et solidaire³⁴

B- Les sociétés de capitaux

Dans les quelles on distingue la société anonyme (SA) et société par action (SPA)

a- La société anonyme (SA)

Est une société commerciale par la forme considérée fiscalement comme une société de capitaux. La (SA) convient généralement aux projets importants nécessitant un système de gouvernance assez complexe. C'est une forme de société qui permet d'accéder aux marchés financiers. Il existe deux modes de gestion possible : avec un conseil administration et un directeur général, ou avec un directoire et un conseil de surveillance.³⁵

b- La société par actions (SPA)

Les sociétés par actions sont des entreprises constituées sous la forme de société commerciales en opposition avec l'entreprise individuelle et dont le capital se compose de titres sociaux appelés des actions. Elles ont vocation à drainer d'importants flux financiers et utilisent différents mécanismes pour se développer rapidement et offrir à leurs participants une forte chance de plus-value ou de gains (effet de levier).

En général, les sociétés par actions bénéficient d'une certaine protection. Leur responsabilité est, en effet, limitée au montant de leurs apports. Ils ne peuvent donc théoriquement engager leur patrimoine personnel.³⁶

³³LASARY, opcite, p10

³⁴Idem

³⁵<http://www.lecoindesentrepreneurs.fr> consulté le 4 juin 2024 à 10h :46

³⁶ LASARY, opcite, p10

C- Les sociétés hybrides

Dans les quelles on distingue la société à responsabilité limitée (SARL) et entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)

a- La société à responsabilité limitée (SARL)

*« C'est une forme juridique très répandue. Il s'agit d'une entreprise ou les associés ont une responsabilité limitée à leurs apports. Il ya donc séparation entre les biens appartenant à l'entreprise et ceux appartenant aux associés. Il s'agit d'une société qui peut se constituer facilement et qui souvent adoptée comme statut de démarrage ».*³⁷

b- L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)

L'EURL est une SARL qui ne compte d'un seul associé. Il s'agit d'une forme juridique de société commerciale unipersonnelle. L'EURL est l'un des deux types de société possible pour un emprunteur qui veut créer une société seul. S'agissant d'une société commerciale, l'EURL doit avoir un capital social et des statuts doivent être rédigés pour définir son organisation et son fonctionnement³⁸.

Après avoir présenté la typologie des entreprises, nous développerons dans ce qui suit, leurs différentes fonctions.

2-5 Les fonctions de l'entreprise

Dans l'entreprise, les fonctions correspondent aux différentes activités nécessaires pour atteindre son objectif. Des tâches et activités même de nature différentes peuvent être regroupées pour former une fonction.

Selon la logique fonctionnelle, l'entreprise est un organe autonome composé de plusieurs fonctions : la fonction de direction, la fonction financière, la fonction ressources humains, la fonction production, la fonction commerciale et la fonction approvisionnement.³⁹

³⁷ LASARY, opcite, p10

³⁸ <http://www.lecoindesentrepreneurs.fr> consulté le 4 juin 2024 à 11h :27

³⁹ ZIADI Lamine, ZEMMOUR Siham, mémoire de fin d'études du master « financement bancaire des entreprises cas de la banque de développement locale », spécialité économie monétaire et bancaire, université ABDRAHMANE Mira de Bejaia, 2020, p7 disponible sur <http://unive-Béjaia.dz>

2-5-1 La fonction de direction

C'est la fonction qui guide toutes les autres fonctions ; couvre les activités dans le domaine de gouvernance d'entreprise. Il s'agit de diriger l'entreprise selon le critère du profit, de la croissance et de la survie dans ses relations avec son environnement.⁴⁰

2-5-2 La fonction financière

Cette fonction, l'ensemble des activités liées à la gestion des ressources financières de l'entreprise. Elle a pour principal objectif d'assurer la pérennité et la rentabilité de l'entreprise en optimisant l'utilisation de ses ressources financières.⁴¹

2-5-3 La fonction ressources humaines

Cette fonction a pour mission de faire en sorte de recruter, former et d'animer les ressources humaines (salariés) ; afin d'optimiser leurs compétences au service des objectifs définis par la direction de l'entreprise.

2-5-4 La fonction production

Le rôle de cette fonction d'englober l'ensemble des activités qui transforme les matières premières en produits finis avec les facteurs qu'on nomme par les cinq M : Mains d'œuvre, Machines, Matières premières, Money (capitaux), Management pour les vendre aux clients.

2-5-5 La fonction commerciale

Celle englobe toutes les tâches qui se rapportent à la commercialisation des produits et services de l'entreprise. Cette fonction ajoute le sixième M (Marketing) qui est devenu centrale dans les entreprises et présente une fonction intermédiaire entre les consommateurs et les organisations qui vont permettre aux entreprises de comprendre les attentes des consommateurs.⁴²

⁴⁰ ZIADI Lamine, ZEMMOUR Siham, opcite, p7

⁴¹ Idem

⁴² Idem

2-5-6 La fonction approvisionnement

Cette fonction est responsable de l'acquisition des biens et services nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation. Cela inclut la gestion de l'ensemble du processus allant de l'identification des besoins à la réception et au stockage des marchandises.⁴³

Après avoir présenté des notions générales de la banque et sur l'entreprise, nous déduisons que ces deux acteurs derniers ont une relation importante entre eux. En effet, l'entreprise dépend souvent des services bancaires pour financer ses activités, tandis que les banques bénéficient de l'existence et de la prospérité des entreprises pour leurs opérations de prêts et d'investissement. La présentation de cette relation fera l'objet du point suivant

2-6 Les besoins de financement de l'entreprise

Durant toutes les étapes de sa vie, l'entreprise rencontre des besoins financiers qui sont liés au cycle d'investissement et au cycle d'exploitation

2-6-1 Besoins du cycle d'investissement

Le cycle d'investissement concerne toutes les dépenses à long terme de l'entreprise et nécessite un financement stable et une acquisition durable des biens des machines, matériel de production, matériel de transport. Ces besoins être satisfaites par : les fonds propres, les fonds prêtés par les créanciers et le crédit-bail.⁴⁴

- **Les fonds propres** : appartiennent aux associés, ils comprennent les augmentations de capital et l'autofinancement constitué par les ressources nées de l'activité de l'entreprise ;
- **Les fonds prêtés par les créanciers** : emprunts obligataires, emprunts auprès des banques et des établissements de crédit ;
- **Le crédit-bail** : est à la fois un procédé d'investissement et une modalité de financement. En effet, l'entreprise choisit l'immobilisation qu'elle désire puis le fait acheter par une société spécialisée dans le crédit-bail qui la lui loue avec une option d'achat en fin de contrat.

⁴³ ZIADI Lamine, ZEMMOUR Siham, opcite, p7

⁴⁴ BRAHMI Imene, IDRI Meriem, mémoire de fin d'étude de master « relation banque /entreprise dans le cadre de financement des investissements cas : financement d'un investissement au niveau de la BADR agence n° 359 AMIZOUR », spécialité comptabilité et audit, université Abderrahmane Mira de Béjaia , 2020,p40, disponible sur <http://univer-Béjaia.dz>

2-6-2 Besoins du cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation durant son fonctionnement, exige que l'on dispose d'actifs physiques et financiers. Ce cycle peut être devisé en trois phases :

- Phase d'approvisionnement : dans cette phase, l'entreprise achète les différents biens et services nécessaires à son activité ;
- Phase de production : dans cette période, l'entreprise transforme les différents biens pour en faire un produit fini ;
- Phase de commercialisation : on l'appelle également, phase de vente, dans laquelle l'entreprise vend ses différents biens et services.

Pour faire face aux multiples besoins financiers exprimés par l'entreprise, celle-ci doit tisser avec sa banque une relation basée sur une confiance

La vie économique de tous les jours est dominée par deux acteurs principaux qui sont d'un côté, la banque et de l'autre côté l'entreprise. Ces deux acteurs majeurs, entretiennent une relation qui est basée sur une dépendance réciproque car l'entreprise a besoin de la banque et la banque a besoin de l'entreprise. Les avantages et les inconvénients de cette relation seront présentés dans le point suivant.

2-6-3 Avantages et inconvénients de la relation banque/entreprise

Les principaux avantages de la relation banque/entreprise seront présentés dans le point suivant

2-6-3-1 Les avantages de la relation

Les entreprises permettent à une banque d'accumuler des informations privées sur la gestion de l'entreprise, sur les caractéristiques de sa trésorerie, sur ses relations avec les fournisseurs et les clients, sur d'éventuels incidents de paiement. Ainsi, la relation de long terme procure à la banque qui la pratique, à obtenir un moindre coût, autant d'informations sur une même entreprise qui ne pourrait le faire une autre banque qui n'est pas impliquée dans la relation. Par conséquent, cette relation permet à la banque de connaître avec précision l'historique des remboursements passés de l'entreprise qui sollicite un nouveau crédit, elle

lui permet aussi de distinguer les entreprises sincères de celles qui dissimulent une partie de leur résultat afin de minorer le montant de leur remboursement.⁴⁵

2-6-3-2 Les inconvénients de la relation

La mise en place d'une relation entre la banque et l'entreprise peut se traduire par un certain nombre d'inefficiences dans le fonctionnement du marché du crédit et dans l'équilibre du secteur bancaire. La banque entretient une relation de clientèle avec une entreprise qui dispose en effet des informations inaccessibles aux autres banques. Cette rente informationnelle rend plus délicat pour l'entreprise un éventuel changement de banque en cas de désaccord. Cette rupture d'une relation entre entreprise et une banque pourra en effet être interprétée par d'autres banques comme un signal de difficulté que la banque partenaire ne veut plus assumer.⁴⁶

Conclusion

Les banques jouent un rôle crucial en fournissant aux entreprises les ressources financières nécessaires à leur croissance. Elles proposent une large gamme de services, allant du financement des projets d'investissement à la gestion des flux financiers quotidiens, en passant par l'accompagnement dans les opérations internationales.

De leur côté, les entreprises constituent des clients clés des banques et contribuent à leur prospérité en générant des dépôts et en stimulant l'innovation financière. La performance et la diversification des entreprises sont des facteurs clés de la solidité et de la stabilité du système bancaire. Par ailleurs, la relation banque/ entreprise ne se résume pas à une simple transaction financière, mais repose sur une collaboration étroite et une confiance mutuelle. La communication transparente, la compréhension des besoins respectifs et la recherche des solutions communes sont des éléments clés du succès de cette collaboration.

.

⁴⁵ BRAHAMI Imene, IDRI Meriem, opcite, p41

⁴⁶ Idem

Chapitre II :

**Les sources de financement et
l'analyse financière des
investissements des entreprises**

Introduction

Pour financer leurs investissements, les entreprises font appel à des ressources internes cela veut dire qu'elles utilisent leurs propres ressources pour se financer. Ces ressources sont composées de leurs fonds propres constitués principalement par le capital social et l'autofinancement.

Lorsque l'autofinancement ne permet plus de faire face à leurs besoins de financement, les entreprises recourent prioritairement à l'endettement bancaire. De ce fait, l'une des plus importantes activités de la banque est l'octroi des crédits qui rentre dans sa fonction traditionnelle, c'est-à-dire l'intermédiation. En effet, la banque accorde toute sorte de crédits à ses clients allant d'un simple achat jusqu'au financement de l'exploitation ou d'investissement.

Pour ce faire, la banque a mis en place différents types de crédits dont le montant accordé, la durée de remboursement, et les intérêts sont fixés selon la nature ou l'objet de l'opération à financer. Par ailleurs, pour s'assurer du remboursement des crédits accordés et le paiement des intérêts qui y sont liés, une banque doit analyser la solvabilité de son client et de la rentabilité des investissements qu'elle finance en utilisant certains indicateurs financiers.

Dès lors, ce chapitre sera consacré à la présentation des différentes sources de financement des investissements des entreprises, telles que : l'autofinancement, le financement direct et le financement indirect ainsi que les principaux outils de l'analyse financière.

Section 1 : L'autofinancement

L'autofinancement est la principale source de financement interne pour une entreprise, utilisant les bénéfices non distribués pour financer ses investissements. Ce mode de financement permet à l'entreprise de rester indépendante des créanciers et des investisseurs externes, tout en renforçant sa stabilité financière et sa capacité à croître de manière durable.

1-1 Définition de l'autofinancement

L'autofinancement est un mode de financement interne à l'entreprise, qui se compose essentiellement des amortissements comptables. Autrement dit, l'autofinancement est la capacité de l'entreprise à financer son activité et ses investissements à l'aide de ses propres moyens financiers. Pour ce faire, l'entreprises ne doit pas distribuer la totalité de ses bénéfices

afin de pouvoir financer de nouvelles activités et augmenter ses capitaux propres ce qui va améliorer sa sécurité financière et accroître sa capacité d'emprunt.

L'autofinancement se calcule comme suit :

$$\text{Autofinancement} = \text{amortissements} + \text{provisions} + \text{réserves} - \text{cessions d'actifs}$$

Certains actifs physiques (terrains, immeubles) ou financiers (actions, obligations) ont un caractère de placement financier. L'entreprise peut les vendre pour financer un plan d'expansion. Cette vente sera d'autant plus intéressante lorsque des plus values de cession sont réalisées. Les cessions d'immobilisations par exemple constituent un moyen essentiel de réalisation des stratégies de survie, de désengagement et de recentrage. À partir de cette définition nous pouvons examiner les différents principes de l'autofinancement.

1-2 Les principes de l'autofinancement

L'autofinancement, comme il a été dit plus haut, consiste à financer les investissements d'une entreprise par ses propres ressources, telles que : la marge brute d'autofinancement (capacité d'autofinancement brut), la capacité d'autofinancement nette, la capacité d'autofinancement et le cash-flow.

1-2-1 La marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut)

« La rentabilité de l'entreprise s'évalue à partir de sa marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut). Cette marge est formée d'un ensemble des moyens financiers provenant du fonctionnement de l'entreprise et qui ne sont pas utilisés à la rémunération des services qui lui sont fournis. Ils ne proviennent ni d'un apport nouveau des associés, ni d'un endettement envers des tiers, mais de l'entreprise elle-même. Ces moyens financiers pourraient donc assurer un financement interne qui se constate dans le tableau des comptes de résultats, au niveau des postes qui ne correspondent pas à des décaissements »⁴⁷. Ces postes sont : Les dotations aux amortissements et dotations aux provisions (pour les seules provisions à caractère de réserves) et le bénéfice net comptable avant distribution.

⁴⁷ BOUYACOUB Farouk, opcite, p214

« L'amortissement constate la dépréciation d'un bien et les fonds ainsi conservés dans l'entreprise permettent, le moment venu, son renouvellement »⁴⁸ Les provisions à caractère de réserves sont quant à eux des fonds supplémentaires laissés à la disposition de l'entreprise pour financer des projets futurs sans avoir à recourir à des financements externes. Enfin, le bénéfice net comptable représente l'enrichissement de l'affaire puisqu'il sanctionne l'activité de l'entreprise pendant l'exercice.

1-2-2 Capacité d'autofinancement net

La capacité d'autofinancement net est constituée des amortissements (dotations de l'exercice), des provisions à caractère de réserves (dotations de l'exercice) et du bénéfice conservé dans l'entreprise.

La différence entre la marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut) et la capacité d'autofinancement net réside dans le montant du bénéfice réellement conservé dans l'entreprise. Si l'entreprise décide de ne pas distribuer de dividendes, la capacité d'autofinancement net sera égale à la marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut).

Il est important de noter que l'autofinancement doit être appréhendé dans son aspect dynamique c'est-à-dire de déterminer un autofinancement moyen sur les deux ou trois derniers exercices, quand il s'agit d'entreprises déjà en activité.

1-2-3 Evaluation de la capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (que cet autofinancement soit brut ou net) représente l'ensemble des ressources générées par l'entreprise au cours de l'exercice. Deux ratios permettent de l'évaluer :

Capacité d'autofinancement	Et	Dettes à court, moyen et long terme
Chiffre d'affaires		Capacité d'autofinancement

Le premier ne mesure pas la rentabilité de l'entreprise, mais son niveau d'efficacité, alors que le second examine le nombre d'années nécessaires à l'entreprise pour rembourser son encours

⁴⁸ BOUYACOUB Farouk, opcite, p214,215

actuel de dettes, à capacité d'autofinancement constante. Ce ratio permet notamment de juger de la cohérence entre les résultats de l'entreprise et son niveau d'endettement.

1-2-4 Le cash-flow

*« Le cash-flow se traduit mot à mot par « flux de trésorerie ». Il exprime la différence entre toutes les entrées de trésorerie (cash out flow) de l'exercice. La plupart des auteurs s'accordent pour dire que cette notion est née aux Etats-Unis, où l'on considérait que le bénéfice net était insuffisant pour apprécier la gestion financière d'une entreprise ».*⁴⁹

Mais là où ils s'opposent nettement, c'est au niveau de la définition du cash-flow et de ses composantes. Pour les uns, le cash-flow serait simplement l'expression anglo-saxonne de l'autofinancement (ou capacité d'autofinancement net). Pour les autres, il recouvrerait une signification plus large, et engloberait même les profits appelés à sortir de l'entreprise sous forme d'impôts, de dividendes ou de provisions devenues exigibles⁵⁰.

Pour éviter de se tromper, il vaut mieux utiliser les expressions marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut) et capacité d'autofinancement net, telles que nous venons de les définir.

Il faut toutefois signaler qu'il est d'usage, dans le milieu bancaire algérien, d'utiliser l'expression cash-flow pour désigner le montant des amortissements de l'exercice auquel s'ajoute le bénéfice net après imposition et avant répartition.

Comme nous l'avons présenté précédemment, l'autofinancement désigne la capacité d'une entreprise à financer ses activités et ses investissements à partir de ses propres ressources financières. Comme toute source de financement, l'autofinancement présente des avantages et des inconvénients.

1-3 Avantages et inconvénients de l'autofinancement

Dans ce point nous allons présenter les avantages et les inconvénients de l'autofinancement

⁴⁹ BOUYACOU B Farouk, op.cite, p216

⁵⁰ Idem

1-3-1 Avantages de l'autofinancement

L'autofinancement présente des avantages certains sur un plan stratégique et sur un plan financier:

- **Sur le plan stratégique** : L'autofinancement confère à l'entreprise des degrés de liberté en matière de choix des investissements, car l'autofinancement donne à une entreprise la liberté de choisir ses investissements sans avoir à compter uniquement sur des sources externes de financement
- **Sur le plan financier** : L'autofinancement constitue un facteur d'indépendance financière appréciable, en particulier en période d'encadrement du crédit, en permettant à l'entreprise de limiter le recours à l'endettement et d'améliorer donc sa rentabilité, en réduisant le poids des charges financières. De plus, l'amélioration de la situation nette (capacité d'autofinancement) de l'entreprise s'accompagne généralement d'une appréciation, par le marché, de la valeur boursière de son action pour les sociétés cotées.

1-3-2 Les inconvénients de l'autofinancement

Les principaux inconvénients de l'autofinancement sont les suivants :⁵¹

- L'autofinancement limite la croissance de l'entreprise à sa capacité bénéficiaire diminuée de l'impôt qui affecte les résultats.
- L'autofinancement constitue un frein à la mobilité du capital dans la mesure où les bénéfices générés sont automatiquement réinvestis dans la même activité, il peut contribuer ainsi à une mauvaise allocation des ressources.
- Une politique d'autofinancement trop volontariste peut léser les actionnaires à court terme en limitant les dividendes distribués, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur des actions et mécontenter les investisseurs.
- Un autofinancement trop élevé peut susciter la mise en œuvre d'investissements inutiles.
- L'autofinancement est également insuffisant pour couvrir tous les besoins de fonds de l'entreprise. Si cette dernière ne fait pas appel à l'épargne extérieure, elle peut être

⁵¹ AID Sonia, AMICHE Coussaila, mémoire de fin d'études du master « financement bancaire d'un projet d'investissement, cas d'un crédit d'investissement financé par la BNA d'Azazga, spécialité finance et banque, UMMTO, 2023, p17-18

conduite à étaler ses dépenses sur une période trop longue ou à choisir des investissements de taille modeste.

Après avoir présenté le circuit interne de financement de l'entreprise (autofinancement), La deuxième section sera consacrée à l'explication d'une source de financement externe à savoir le financement direct et indirect.

Section 2 : Le financement direct et le financement indirect

Dans cette section, nous allons mettre l'accent sur le financement direct et le financement indirect qui sont deux mécanismes clés permettant aux entreprises et aux gouvernements de lever des fonds pour financer leurs activités.

2-1 Le financement direct

Le financement direct est le processus par lequel les entreprises ou les gouvernements obtiennent des fonds directement auprès des investisseurs via des instruments financiers tels que les actions ou les obligations.

2-1-1 Définition de la finance directe

Le circuit direct fait transiter les ressources d'investissement par le marché financier. Ce réseau appelé par Gurley J.G et Shaw E.S⁵² « *direct finance* », se réalise lorsque les ACF (agents à capacité de financement), vont placer directement leurs disponibilités auprès des ABF (agents à besoin de financement) en achetant des titres de créance (obligations) ou des titres de propriété (actions) en échange des fonds cédés. Cependant, avec les innovations financières, « *le clivage, qui existait dans le passé entre ces titres, semble aujourd'hui désuet puisque de nouvelles formes hybrides d'obligations sont apparues : les obligations participantes, permettent de participer aux bénéfices, et les obligations convertibles, qui peuvent être transformées en action* ». ⁵³

⁵²Gurley J.G, ES, Shaw E.S, « Argent dans une théorie de la finance », l'institution Brookings Institution, Washington, D.C 1960.

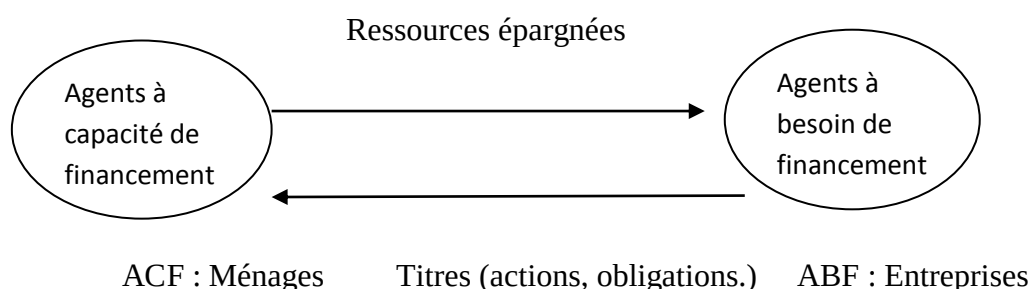
⁵³ BOUZAR Chabha, opcite, p17-18

ACF (agent à capacité de financement) : lorsque ses revenus sont supérieurs à ses besoins, il présente donc un solde positif.

ABF (agent à besoin de financement) : lorsqu'ils ses inferieur, il représente donc un solde négatif.

Le schéma suivant montre comment se fait la rencontre entre les ACF et les ABF dans un circuit de financement direct.

Schéma n°1 : finance direct



Source : BOUZAR Chabha, « Economie bancaire », Edition el-Amel, Tizi-Ouzou, 2023, p18.

2-1-2 Les sources de financement direct

Parmi les sources de financement direct, on distingue entre l'augmentation du capital, le marché financier, le capital investissement (*privateequity*) et le financement participatif (*crowdfunding*)

2-1-2-1 L'augmentation du capital

L'une des meilleures manières de renforcer la solidité financière d'une entreprise et de se procurer les ressources financières les plus stables est d'augmenter son capital.

A- Définition de l'augmentation du capital

L'augmentation du capital d'une entreprise est une opération inscrite à l'actif en vue d'une augmentation du patrimoine ou des ressources financières de la société. Cette augmentation peut être constituée de biens en nature ou de fonds apportés en interne ou par des tiers. L'augmentation de capital est une opération qui consiste à renforcer le patrimoine d'une entreprise par des apports internes dans le cas de l'incorporation des réserves, ou externes dans le cas des apports en nature, en numéraire, en titres d'entreprises tierces ou par conversion des obligations en actions. Cette opération peut entraîner une dilution, une relution ou un statut quo des actionnaires.⁵⁴

⁵⁴<http://www.noun-partners.com> consulté le 21 mai 2024 à 9h :58

A partir de cette définition nous pouvons examiner les différentes augmentations de capital.

B- Les différentes augmentations de capital

Il existe plusieurs types d'augmentations de capital, chacun répondant à des objectifs et des contextes spécifiques de l'entreprise. On distingue entre augmentation de capital par incorporation de réserves, par apport en numéraire et par apport en nature.

a- Augmentation de capital par incorporation de réserves

Une augmentation de capital par incorporation de réserves se traduit par l'intégration des bénéfices, réserves ou primes d'émission, d'apport ou de fusion au capital de la société. Cette augmentation, n'a donc pas pour effet d'apporter de nouvelles ressources à la société mais uniquement d'améliorer le gage des créanciers sociaux⁵⁵. Le choix de ce type d'augmentation de capital doit être décidé par la collectivité des associés à la majorité simple, sauf si les statuts prévoient une majorité plus importante. Elle se réalise par la création de nouvelles parts sociales ou actions attribuées aux associés au prorata de leur participation au capital, ou par l'augmentation de la valeur nominale des parts ou actions existantes. Dans ce cas, tous les associés, sans exception, profitent de cette augmentation de capital.⁵⁶

b- Augmentation de capital par apport en numéraire

Une augmentation de capital par apport en numéraire (en espèces ou incorporation de comptes courants), à l'inverse de l'incorporation de réserves, permet d'apporter de nouvelles ressources à la société pour notamment renforcer ses fonds propres, afin de développer son activité ou améliorer sa situation financière en cas de difficultés⁵⁷. Elle permet également à la société d'intégrer de nouveaux associés sans passer par la procédure de cession de parts ou d'actions.

c- Augmentation de capital par apport en nature

⁵⁵ <http://bpifrance-creation.fr> l'augmentation de capital consulté le 21 mai 2024 à 11h :22

⁵⁶ Idem

⁵⁷ Idem

L'augmentation de capital par apport en nature permet à un associé d'apporter à la société un bien mobilier ou immobilier. Ce bien doit être cessible et doit présenter une valeur pécuniaire. Afin d'évaluer la valeur du bien apporté, les associés ou actionnaires devront à l'unanimité désigner un commissaire aux apports, qui établira un rapport décrivant en détail le bien apporté, sa méthode d'évaluation et la véracité de sa valeur⁵⁸.

Après avoir cité les différentes augmentations de capital. Il est essentiel de considérer à la fois ses avantages et ses inconvénients.

C- Les avantages et les inconvénients d'une augmentation de capital

L'augmentation de capital présente un certain nombre d'avantages et d'inconvénients qu'il est essentiel d'examiner.

a- Les avantages d'une augmentation de capital

L'augmentation de capital a plusieurs avantages, nous en mentionnons quelques-uns :

- **L'apport d'argent et/ou de compétences nouvelles**

Une augmentation de capital, lorsqu'elle a pour objectif de faire entrer de nouveaux associés, permet de bénéficier d'un apport d'argent souvent important. Mais ce n'est pas tout, car les actionnaires entrants apportent également leurs compétences, leurs expériences et surtout leur réseau. L'entreprise est, ainsi, non seulement consolidée sur le plan monétaire mais elle peut également profiter d'un apport non-financier très bénéfique.⁵⁹

- **Le renforcement de la crédibilité de l'entreprise**

L'augmentation de capital social entraîne inéluctablement un enrichissement de l'entreprise, grâce au renforcement de ses fonds propres. Cette opération donne un bon signal au marché, sur la solidité financière de l'entreprise. Elle accroît, en outre, sa crédibilité vis-à-vis de ses partenaires (clients, fournisseurs...) et notamment des établissements financiers et peut permettre de bénéficier d'un effet de levier pour les demandes de financement bancaires.⁶⁰

⁵⁸<http://bpifrance-creation.fr> l'augmentation de capital consulté le 21 mai 2024 à 11h :29

⁵⁹<http://www.lecoidesentrepreneurs.fr> consulté le 22 mai 2024 à 15h :20

⁶⁰ Idem

- **L'accélération de développement de l'entreprise**

Il peut arriver, pour une raison ou pour une autre, que les associés fondateurs souhaitent passer à la vitesse supérieure sans en avoir les moyens financiers. L'augmentation de capital est précisément l'opération qui leur permettra d'atteindre leur objectif, en permettant de mobiliser des fonds importants pour investir : racheter une entreprise ou une technologie, se développer à l'international, etc.⁶¹

- **L'amélioration du taux d'endettement et l'allègement des garanties**

Une augmentation du capital se traduit par une hausse des capitaux de l'entreprise. Or, ces derniers sont généralement rapportés au montant de l'endettement dans le cadre du calcul des ratios financiers (capacité d'endettement, indépendance financière, liquidité...). Une telle opération permet de renforcer l'autonomie financière de l'entreprise et d'alléger les garanties données en contrepartie, comme la caution personnelle des fondateurs par exemple.⁶²

b- Les inconvénients d'une augmentation de capital

L'augmentation de capital présente quelques inconvénients, nous en mentionnons quelques-uns :

- **La dilution de la participation des associés fondateurs**

Lorsque l'augmentation de capital se matérialise par une augmentation du nombre de titres sociaux en circulation (parts sociales ou actions), les associés en place avant l'opération subissent le phénomène de dilution du capital social. Ils se retrouvent, à l'issue de l'opération, avec un taux de participation et un bénéfice par action moins important⁶³.

- **Les divergences d'intérêts entre fondateurs et investisseurs**

Les investisseurs peuvent avoir des intérêts divergents de ceux des associés fondateurs (et souvent dirigeants). Ces différences d'ambition peuvent engendrer des problèmes de communication internes et parfois, nuire au fonctionnement de l'entreprise : changement brutal de stratégie, accélération incontrôlée du développement, etc. L'horizon de temps peut

⁶¹ <http://www.lecoindesentrepreneurs.fr> consulté le 22 mai 2024 à 16h :12

⁶² Idem

⁶³ Idem

également créer des conflits : les actionnaires raisonnent généralement à plus court terme que les fondateurs.⁶⁴

- **La perte d'autonomie dans la gestion de l'entreprise**

Ouvrir son capital à des investisseurs, c'est accepter de partager une partie du pouvoir de décision et de direction envers eux et cela occasionne un changement de gouvernance. Les fondateurs disposant alors de moins d'autonomie dans la gestion de l'entreprise et ne sont plus « seuls aux commandes de l'entreprise » et doivent de plus, rendre des comptes aux investisseurs qui ont apporté les fonds.

- **La nécessaire attente du « bon moment » pour réaliser l'opération**

De nombreux risques sont attachés aux augmentations de capital : juridiques, fiscaux, financiers...etc. L'un des plus importants est toutefois lié à la date de réalisation de l'opération. Ici, « *le timing* » est extrêmement important. En effet, lever des fonds trop tôt peut engendrer une perte de pouvoir prématurée des fondateurs. À l'inverse, attendre trop longtemps avant d'augmenter le capital, c'est prendre le risque d'évaluer l'entreprise à un niveau très élevé, et donc n'intéresser personne⁶⁵. Un résumé des avantages et des inconvénients de l'augmentation du capital sera présenté dans le tableau suivant :

Tableau n°1 : Avantages et inconvénients de l'augmentation de capital

Avantages	Inconvénient
Apport d'argent frais et de compétences	Dilution de la participation des associés fondateurs
Renforcement des fonds propres et de la crédibilité de l'entreprise	Risque de conflits « fondateurs/ investisseurs »
Amélioration des ratios d'endettement de l'entreprise	Perte de pouvoir des fondateurs (décision, gestion)
Accélération du développement de l'entreprise.	Risque d'une augmentation de capital qui se fait au mauvais moment

Source : <http://www.locoindesentrepreneurs.fr> consulté le 22 mai 2024 à 16h :22

⁶⁴ Idem

⁶⁵ <http://www.lecoindesentrepreneurs.fr> consulté le 22 mai 2024 à 16h :30

Après avoir examiné les avantages et les inconvénients de l'augmentation du capital, il sera pertinent de se pencher sur le financement des investissements des entreprises via les marchés financiers. Celui-ci permet la mobilisation des capitaux et assure la liquidité des investissements. En facilitant les échanges entre investisseurs et entreprises, le marché financier stimule la croissance économique. De plus, il joue un rôle clé dans la détermination des prix des actifs et l'allocation optimale des ressources.

2-1-2-2 Le marché financier

Le marché financier constitue un circuit de financement direct très sollicité surtout dans les pays anglo-saxons grâce aux nombreux avantages qu'il apporte à la fois aux agents à besoin et à capacité de financement. Ce circuit de financement sera présenté dans le point qui suit :

A- Définition du marché financier

Le marché financier comporte plusieurs définitions :

- Selon SOUSI-ROUBI Blanche : « *les marchés financiers sont les marchés des capitaux disponibles à long terme, la demande sur le marché financier peut émaner : soit des entreprises qui recueillent les fonds dont elles ont besoin, par l'émission d'actions ou d'obligations ; soit de l'Etat ou des collectivités publiques qui émettent des emprunts* »⁶⁶
- D'après SPIESER Philippe : « *les marchés financiers sont des espaces, de plus en plus rarement physiquement localisés mais au contraire diffus dans des réseaux téléphoniques et informatiques, au degré d'automatisation variable, ou s'échangent, par des opérations d'achat/ vente ou de prêt/ emprunt, des actifs financiers, à un prix convenu* »⁶⁷

A partir de ces définitions, nous pouvons dire que le marché financier est un marché de capitaux à long terme de plus en plus dématérialisés, sur lequel s'échangent des produits financiers tels que les actions, les obligations ou les produits dérivés entre l'acheteur et le vendeur où les prix sont fixés selon l'offre et la demande.

⁶⁶ SOUSI-ROUBI Blanche « Lexique de la banque et des marchés financiers » 6^{ème} édition, DUNOD, paris, 2009, p 199.

⁶⁷ SPIESER Philippe, « informations économiques et marché financier », édition Economica, Paris, 2000, p 19

B- Les compartiments des marchés financiers

Le marché financier se compose du marché primaire (neuf) et du marché secondaire (occasion ou la bourse)

a- Le marché primaire (neuf)

C'est le lieu où les titres sont émis pour la première fois. Ce marché n'a pas de localisation géographique précise, car ce sont les banques qui se chargent de placer émis les titres auprès des investisseurs.

Le marché primaire permet donc aux entreprises et à l'Etat de trouver des ressources financières nécessaires au financement de l'activité et de la croissance économiques.

b- Le marché secondaire (le marché de l'occasion)

Le marché secondaire également appelé la bourse des valeurs, assure la liquidité et la mobilité de l'épargne investie à long terme, c'est le marché sur lequel s'échangent des titres déjà diffusés dans le public autrement dit préalablement émis sur le marché primaire, c'est donc le marché de l'occasion.

Le marché secondaire permet de faire correspondre la durée des titres émis (long terme) avec la préférence des épargnants pour les placements à court terme.⁶⁸

Quand on parle de marchés financiers, on pense à la bourse mais ce terme regroupe plusieurs classes d'actifs très distincts. Nous allons donc passer en revue ces différentes catégories afin de définir au mieux ce qu'englobent les marchés financiers.⁶⁹

C- La classification des marchés financiers par classe d'actifs

Les marchés financiers peuvent être classés en plusieurs types selon leurs classes d'actifs. Voici les principaux types : le marché obligataire, le marché des devises, le marché de matières premières, le marché actions et le marché des dérivés.

⁶⁸ DJERMOULI Cylia, BOUKRIF Cylia, mémoire de fin d'études de master « rôle de la bourse d'Alger dans le financement de l'économie nationale », spécialité contrôle comptabilité et audit, université Abderrahmane Mira Bejaia, 2020, p4-5, disponible sur <http://univ-bejaia.dz>

⁶⁹ Idem

a- Le marché obligataire

Le marché obligataire désigne le marché financier sur lequel les entreprises et les Etats peuvent emprunter de l'argent au travers d'actifs correspondant à des titres dettes : « obligation ».⁷⁰

Pour se financer, les Etats(ou les entreprises) émettent des obligations, c'est-à-dire de petites parts d'emprunt, que des investisseurs nationaux et/ou internationaux achètent ensuite.

b- Le marché de matières premières

Il regroupe plusieurs classes d'actifs que sont : les hydrocarbures (pétrole, gaz...), les minerais et métaux (cuivre, zinc...), les métaux précieux (or, diamant...) et les denrées alimentaires (blé, coton...). Il est désigné en anglais par le terme « *Commodities* ».

c- Le marché des devises (de change)

Le marché des changes est le marché sur lequel se retrouvent tous les participants désireux de vendre ou d'acheter une devise contre une autre. Dans le jargon financier, il est souvent question du Forex pour désigner le marché des changes ; contraction des termes anglais « *FOReign Exchange* ». Comme tout marché, le marché des changes a aussi pour fonction de déterminer les prix d'échanges, c'est-à-dire le taux de change entre chaque couple de devises.⁷¹

d- Le marché des actions

Le marché actions est un marché financier où sont vendues et achetées des actions de différents types d'entreprises. Les actions sont des titres de propriété représentatifs d'une fraction du capital de l'entreprise qui confèrent certains droits à leur détenteur.⁷² Les actions vous donnent une exposition directe sur la performance d'une entreprise. Elles prennent de la valeur lorsque l'entreprise se porte bien et en perdent lorsque l'entreprise se porte mal. Les marchés boursiers facilitent l'échange d'actions de sociétés cotées en bourse.⁷³

⁷⁰<https://www.corum.fr> consulté le 25 mai à 13h :05

⁷¹<http://www.lafinancepourtous.com> consulté le 01 juin 2024 à 19h :59

⁷²<http://www.ammc.ma> consulté le 01 juin 2024 à 20h :15

⁷³<http://www.ig.com> consulté le 01 juin 2024 à 20h :24

e- Le marché des dérivés

Ce marché regroupe tous les types d'options, les Forwards, les Futurs, les Swaps et les dérivés de crédits. C'est avant tout un marché de couverture, qui est utilisé par de nombreux acteurs pour se couvrir du risque de change, de variations de prix... Il est également utilisé par certains acteurs à des fins spéculatives. Les produits dérivés sont adossés à tous types de produits (matières premières, actions, indices, devises...) appelés sous jacents.

De ce qui précède, nous constatons que les marchés financiers offrent une multitude de produits qui répondent à des besoins de financements et de couverture mais qui présentent aussi des inconvénients.

D-Les avantages et les inconvénients du marché financier

a- Les avantages du marché financier

Le marché financier offre plusieurs avantages comme : un accès direct au financement, un coût de financement plus réduit, un transfert de cout, une liquidité, une facilité d'échange et une meilleure gestion du risque.⁷⁴

- **Accès direct au financement** : Le marché financier permet l'accès direct au financement sur un périmètre géographique, qui peut être national ou mondial, et un horizon de temps large (CT, MT, LT).

- **Coût plus réduit de financement** : Le financement direct est moins couteux parce qu'il évite la rémunération des intermédiaires, et exige moins de garanties, ce qui fait baisser le cout de l'accès aux capitaux. Dès lors, les entreprises peuvent se financer de manière plus efficace et économique, facilitant ainsi leur croissance et leur développement tout en optimisant l'utilisation de leurs ressources financières.

- **Transfert de coût** : Le cout est supporté par une multitude d'investisseurs nationaux et ou internationaux détenteurs de titres qui profitent aussi de leur rentabilité.

- **Liquidité** : Possibilité pour les détenteurs de titres de les revendre s'ils le souhaitent et d'obtenir en contrepartie de la liquidité.

- **Facilite l'échange et la gestion du risque** : le marché financier permet aux épargnants de diversifier leur portefeuille et aux entreprises de se couvrir contre certains risques auxquels elles ne veulent pas faire face.

⁷⁴ BOUZAR Chabha, opcite, p48-49

- **Prise en compte du degré d'aversion aux risques** : les acteurs sur les marchés financiers ont le libre choix de leurs différentes opérations concernant : l'achat, la vente, l'arbitrage, la couverture..., tout en supportant les effets de leurs choix (gains ou pertes). Autrement dit, il y a une relation directe entre degré de risque et degré de rémunération.

b- Inconvénients du marché financier

A côté de leurs nombreux avantages, les marchés financiers modernes comportent aussi de réels inconvénients. Ces derniers seront présentés ci-après.

« Le marché financier est caractérisé par l'asymétrie de l'information dans la mesure où les participants à ce marché (acheteurs et vendeurs) ne disposent que rarement de la même information. Celle-ci peut concerner les composantes du prix, la qualité des titres, etc., ce qui peut aboutir à une sélection adverse ou un aléa moral. »⁷⁵

- Vulnérabilité des marchés liée à la sensibilité aux variations des cours et aux risques plus élevés. Ces derniers sont de trois ordres : risque de perte en capital ; amplification des mouvements de prix provoqués par la spéculation ; augmentation des volumes provoqués par la spéculation.
- Développement excessif et désordonné des produits dérivés que le marché n'arrive pas à maîtriser en raison de leur extrême complexité.
- Le marché financier peut conduire les entreprises à des comportements inconsidérés notamment en matière de prise de risques.⁷⁶

2-1-2-3 Le capital investissement (privateequity)

Le capital investissement peut être défini comme un investissement, à long terme, réalisé par des investisseurs professionnels dans les fonds propres d'entreprises non cotées. En contrepartie, ces investisseurs attendent un gain futur aléatoire en capital complété par un rendement en dividende.⁷⁷

⁷⁵ BOUZAR Chabha, opcite, p49

⁷⁶ Idem

⁷⁷ WRIGHT Mike, le capital-investissement, revue française gestion, n°141, 2002, p 283. Disponible sur <https://www.cairn.info.com> consulté le 19 juin 2024 à 16h :00

Le capital-investissement est une source de financement des investissements des entreprises qui compte des avantages mais aussi des inconvénients. Ces derniers seront présentés dans le point suivant :

A- Les avantages du capital-investissement

Parmi les avantages du capital investissement, on peut citer :

- **Profiter de capitaux à long terme** : le capital investissement assure aux entreprises une source de financement stable, puisque les capitaux investis par les investisseurs sont destinés à rester pour une période estimée en moyenne à sept ans.
- **Profiter d'une assistance technique** : le capital-investissement ne se limite pas au renforcement des capitaux propres de l'entreprise dans laquelle il investit, mais lui permet aussi de profiter de son expertise en matière de gestion et de gouvernance.
- **Bénéficier des apports des capital investisseurs à chaque étape de vie De l'entreprise**: le capital-investissement peut accompagner les entreprises en leur proposant des solutions adaptées à chacune des étapes de leur développement : au démarrage avec le capital-risque, à son développement avec le capital développement, etc.,

B- Les inconvénients du capital-investissement

Parmi les inconvénients du capital investissement, on peut citer :

- **Une exigence de rendement qui peut être démesurée** : Les investisseurs dans le capital investissement peuvent parfois exiger des rendements disproportionnés atteignant les deux chiffres, en contrepartie des financements apportés ; cela peut fragiliser la situation financière de l'entreprise .
- **Engagement de réformes structurelles parfois très sévères**: pour attendre le haut rendement exigé, les fonds en capital investissement peuvent forcer l'entreprise à adopter des stratégies très contraignantes (licenciements, vente de certaines activités, etc.), ce qui pourrait faire perdre à l'entreprise un savoir faire et des compétences

2-1-2-4 le financement participatif (*crowdfunding*)

Le *crowdfunding* peut être défini comme un « *mode de financement qui permet à des porteurs de projets, de rentrer en relation avec des internautes par l'intermédiaire de*

plateformes dédiées ». ⁷⁸ Le financement participatif est une source de financement qui connaît une croissance exponentielle à travers le monde depuis le début de la décennie 2010.

Le capital participatif est une source de financement des investissements des entreprises qui compte des avantages mais aussi des inconvénients. Ces derniers seront présentés dans le point suivant :

A- Les avantages du *crowdfunding*

Parmi les avantages du financement participatif, on peut citer : ⁷⁹

-Un moyen rapide pour lever des fonds sans frais initiaux : avec ce mode de financement, la collecte des fonds se fait via internet, donc l'entreprise peut toucher rapidement un nombre très important d'investisseurs nationaux et /ou internationaux avec un cout très faible.

-Profiter d'une communication et d'une promotion alternative : les investisseurs qui participent au financement du projet peuvent en faire la promotion via les différents réseaux sociaux

B- Les inconvénients du *crowdfunding*

Parmi les inconvénients du capital participatif, on peut citer : ⁸⁰

- Une méthode de financement incertaine : le crowdfunding ne garantit pas forcément que le projet va attirer les fonds nécessaires à sa réalisation. En effet, plus de la moitié des projets qui ont fait appel au crowdfunding n'ont pas atteint leur objectif de financement.

-Atteindre l'objectif sinon rien : si le montant de l'investissement n'est pas atteint par le financement participatif, alors l'argent engendré retournera aux investisseurs.

-Les échecs des autres projets : si des projets similaires financés par la foule ont connu des échecs, alors celle-ci sera réticente à y croire à nouveau.

Après avoir examiné le financement direct, le point qui suit sera consacré à la présentation du circuit de financement indirect.

⁷⁸ONNEE S, RENAULT S, « le financement participatif : atouts, risques et conditions de succès », gestion,n°38, 2017, p 54. Disponible sur <https://www.leblogdudirigeant.com> consulté le 19 juin 2024 à 23h :00

⁷⁹ <https://www.leblogdudirigeant.com> consulté le 19 juin 2024 à 23h :00

⁸⁰ Idem

2-2 Le financement indirect

Le financement direct mobilise des fonds via des intermédiaires financiers comme les banques, permettant une distribution optimale des risques qui favorise la stabilité économique. Cette méthode catalyse l'innovation et la croissance des entreprises, en facilitant l'accès au crédit.

2-2-1 Définition du financement indirect

« Dans le circuit indirect, les intermédiaires financiers IF s'interposent entre les agents à capacité de financement ACF et les agents à besoin de financement ABF, pour ajuster l'offre de capitaux des premiers et la demande des capitaux des seconds (épargne-investissement). La notion d'intermédiation financière regroupe les banque (IF monétaires), les autres institutions financières (caisse d'épargne), les institutions financières spécialisées, (crédit foncier par exemple), les sociétés financières (les holdings financiers) aussi les OPCVM, fonds de pension, fonds spéculatifs, et les compagnies d'assurance (IF non monétaires) »⁸¹.

2-2-2 Les sources de financement indirect

Dans le cadre du financement indirect, deux composantes clés jouent un rôle majeur dans l'acquisition d'actifs essentiels pour les entreprises : le crédit d'investissement et le crédit-bail.

2-2-2-1 Définition du crédit d'investissement

Selon FAROUK BOUYAKOUB : *« un investissement est une dépense actuelle devant engendrer des bénéfices futurs »⁸²*. Un investissement est donc défini comme étant l'engagement d'un capital dans une opération de laquelle on attend des gains futurs qui s'étalent dans le temps.

En d'autres termes un crédit d'investissement est essentiellement destiné à financer des fonds de roulement ou des investissements matériels, immatériels ou financiers. Il s'agit d'un crédit à moyen ou long terme qui a une durée, prédéterminée. Le crédit est amorti selon un plan de remboursements préalablement convenu.⁸³

⁸¹ BOUZAR Chabha, opcite, p18-19

⁸² BOUYAKOUB Farouk, « évaluation et financement du projet », édition Casbah Alger, 2003, p50

⁸³ IDRI Meriem, BRAHAMI Imene, opcite, p17

A- Les types de crédits d'investissement

On distingue deux types de crédit d'investissement qui sont : les crédits d'investissement à moyen terme et les crédits d'investissement à long terme.

a- Le crédit d'investissement à moyen terme

Le crédit d'investissement à moyen terme s'inscrit dans une échéance allant de deux ans à sept ans accordé pour l'acquisition de biens d'équipement amortissables entre huit et dix ans.

Ce type de crédit permet, en fait, de financer non seulement le matériel et l'outillage, mais aussi certaines constructions de faible coût dont ont besoin les sociétés industrielles. L'octroi d'un crédit à moyen terme entraîne le paiement de commissions d'engagement au banquier, tandis que les intérêts sur le crédit ne sont décomptés qu'au fur et à mesure de son utilisation.

Par ailleurs, le crédit à moyen terme est généralement distribué par les banques de dépôts, les banques d'affaires ou encore les banques de crédits à moyen et long terme.

Les crédits à moyen terme peuvent être divisés en trois catégories : le crédit à moyen terme réescomptable, mobilisable et direct.

- Le crédit à moyen terme réescomptable

Pour pouvoir financer des opérations de crédit d'une durée relativement longue avec des dépôts essentiellement à court terme, il faut résoudre un double problème : celui de donner aux banques de dépôts la possibilité de réescompter leurs crédits à moyen terme auprès de la Banque Centrale, tout en évitant que ce type de crédit n'entraîne un recours trop systématique aux ressources de l'institut d'émission qui peut engendrer des pressions inflationnistes.

C- Le crédit à moyen terme mobilisable

Ce type de crédit devrait logiquement se substituer au crédit à moyen terme réescomptable, car pour récupérer la trésorerie engagée dans une opération de crédit à moyen terme, la banque pourrait mobiliser sa créance sur le marché monétaire.

D- Le crédit à moyen terme direct

« Le crédit à moyen terme est dit direct lorsqu'il est nourri par la banque sur sa propre trésorerie. Les billets à ordre créés en représentation d'un tel crédit deviennent des reconnaissances de dettes et non des instruments de réescompte ou de mobilisation »⁸⁴

b- Le crédit d'investissement à long terme

Le crédit à long terme s'inscrit dans une échéance allant de huit à vingt ans. Il finance des immobilisations, lourdes, notamment des constructions. *« Les crédits à long terme se distribuent généralement sous forme de prêts mis intégralement à la disposition des emprunteurs par des établissements spécialisés : banques d'affaires, banque de crédits à moyen et long terme, etc. Le long terme est financé essentiellement sur des ressources d'emprunts, provenant notamment d'émissions obligataires »⁸⁵*

2-2-2- Le crédit-bail (ou leasing)

Le crédit-bail est un contrat de location assorti d'une promesse de vente. Crédit –bail est la traduction française du terme anglais « *leasing* ». Cette technique particulière de financement des investissements est née aux Etats-Unis, plus précisément en Californie en 1952.

A- Les types du crédit-bail

On distingue entre le crédit-bail mobilier, qui porte sur du matériel, et le crédit-bail immobilier, qui concerne les immeubles.

a- Le crédit-bail mobilier

Le crédit-bail mobilier *« consiste en une opération de location d'un bien d'équipement, de matériel ou d'outillage acheté en vue de cette location par la société de crédit-bail sollicitée, qui devient propriétaire du bien. Au terme du contrat, le locataire a la possibilité d'acquérir tout ou partie du bien loué, moyennant un prix convenu à l'avance, prix qui tient compte des versements effectués à titre de loyers »⁸⁶*.

⁸⁴ BOUYACOUB Farouk, opcite, p252-253

⁸⁵ Idem

⁸⁶ Idem

b- Le crédit-bail immobilier

« Le crédit-bail immobilier est une opération de location d'un bien immobilier à usage professionnel, acheté ou construit par une société de crédit-bail immobilier, qui en demeure propriétaire »⁸⁷. Cette opération permet au locataire de devenir propriétaire en fin de contrat, de tout ou partie du bien loué.

- Soit par cession en exécution d'une promesse unilatérale de vente ;
 - Soit par acquisition directe ou indirecte des droits de propriété du terrain sur lequel a été édifié l'immeuble loué ;
- Soit par transfert de plein droit de la propriété des constructions édifiées sur le terrain appartenant au dit locataire

B- Les avantages et les inconvénients du crédit-bail

Le crédit-bail est un mode de financement des investissements des entreprises qui présente des avantages et des inconvénients qui seront présentés dans le tableau ci-après :

⁸⁷BOUYACOU B Farouk, op.cite, p253

Tableau n° 2: les avantages et les inconvénients du crédit-bail

Avantages	Inconvénients
Pour le locataire 1- très grande flexibilité du contrat puisque les termes (durée, échéances, taux) sont négociés entre le locataire et le bailleur compte tenu des besoins de l'entreprise. 2- possibilités d'adosser le crédit car l'entreprise peut décider, à tout moment, de sous-louer son immeuble, si le bailleur donne son accord. 3- financement total de l'investissement sans apport (hormis le premier loyer payable d'avance). A l'inverse, les emprunts bancaires sont souvent limités à 70% du prix hors taxe du bien et nécessitent donc un apport de l'entreprise. 4- les loyers du crédit-bail sont déductibles, ce qui est une des explications principales de son succès. L'avantage fiscal est d'autant plus important que la durée de remboursement est rapide. A l'issue de l'opération, il faut cependant réintégrer la part des loyers correspondant aux terrains, qui ne sont pas amortissables. Pour le bailleur 1- le bailleur est propriétaire du bien. En cas de défaillance du locataire, le bailleur peut en revendiquer la propriété dans les trois mois qui suivent le dépôt du bilan. 2- le bailleur bénéficie d'un crédit d'impôt du fait que l'amortissement du bien constitue une charge.	Pour le locataire 1- les taux pratiqués sur un contrat du crédit – bail sont plus élevés que dans le cas d'un financement bancaire. Ils incluent, en effet, des commissions de gestion et une prime de risque. 2- les charges liées au fonctionnement du bien (réparation, entretien, primes d'assurances et impôt foncier) sont à la charge du locataire. 3- Le crédit-bail permet de financer principalement des biens standards mais plus difficilement des biens sophistiqués ou plus élaborés Pour le bailleur 1- dans le cas où le locataire serait défaillant, la revente du bien loué ne lui assurera pas forcément une couverture totale de la perte subie ; 2- les biens loués peuvent être difficiles à récupérer, surtout s'ils ont été détruits ou détériorés ; 3-toujours dans le cas de défaillance du débiteur, le bailleur risque de voir le bien financé tomber en désuétude, à cause d'une évolution technologique rapide. Ce cas est particulièrement fréquent dans les biens informatiques.

Source : CHARLES Amélie, MAURICE Stéphanie, REDOR Etienne, « le financement des entreprises », 2ème édition, Economica, Paris, 2014, p71

Après avoir cité les différentes sources de financement, il est essentiel de procéder à une analyse financière approfondie pour évaluer la viabilité et rentabilité du projet.

Section 3 : Les outils de l'analyse financière

L'analyse financière est une discipline qui consiste à tirer des renseignements sur la santé financière d'une entreprise ou d'un projet, notamment en matière de solvabilité et de rentabilité. Cette analyse se fait à partir des documents comptables, tels que les bilans, le compte de résultat et les soldes intermédiaires.

3-1- l'équilibre financier de l'entreprise x (l'étude financière)

L'étude de l'équilibre financier d'une entreprise consiste à comparer l'origine des fonds (passifs du bilan) et l'utilisation de ces fonds (actifs du bilan). Cette comparaison permet de déterminer les rapports qui existent entre le degré d'exigibilité des capitaux mis à la disposition de l'entreprise et le degré de liquidité de leurs différentes utilisations. Cet équilibre peut être vérifié par le calcul des agrégats suivants :

Fonds de roulement (équilibre financier à long terme).

Besoin en fonds de roulement (équilibre financier à court terme).

Trésorerie (équilibre financier immédiat).

3-1-1 Le fonds de roulement net (FRN)

Le fonds de roulement représente le montant des ressources permanentes restant à la disposition de l'entreprise après que les emplois stables (immobilisation) aient été financés.

Le fonds de roulement net est la différence entre les capitaux permanents et les immobilisations de l'entreprise, il est un indicateur de l'équilibre financier à long terme. Il se calcule comme suit :

FRN = capitaux permanents (fonds propres + dettes à long et moyen terme (DLMT) – actifs immobilisés

L'interprétation :

Le fonds de roulement est positif ($FR > 0$) :

Le fonds de roulement est positif lorsque :

-Capitaux permanents > Valeurs des immobilisations nettes.

-Actifs circulant > Dettes à court terme (DCT)

Le fonds de roulement net est positif, ce qui signifie que l'entreprise assure son équilibre à long terme. Cet excédent réalisé par l'entreprise est justifié par le fait que des ressources permanentes ne sont pas toutes utilisées pour acquérir des emplois stables. L'entreprise dispose d'une marge de sécurité lui permettant de financer une partie de ses actifs circulants.

Le fonds de roulement est négatif ($FR < 0$)

Le fond de roulement est négatif lorsque :

- Capitaux permanents < Valeurs immobilisées(VI)

- Actif circulant < Dettes à court terme (DCT)

Il représente l'insuffisance des ressources permanentes pour financer les emplois stables. Il traduit un besoin structurel de financement. Dans ce cas, le besoin structurel sera financé par des ressources non permanentes (DCT), ce qui traduit un risque sérieux pour la situation financier de l'entreprise et une situation de déséquilibre financier à long terme.

Dans ce cas, l'entreprise doit agir pour augmenter son fonds de roulement afin d'éviter un déséquilibre financier probable, et ceci par l'augmentation des ressources permanentes ou bien par la diminution des besoins permanents.

3-1-2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement est un indicateur de l'équilibre financier à court terme, il exprime le besoin de financement de l'activité de l'entreprise. Il se calcule comme suit :

BFR= Actif circulant (stocks+ créances clients)- Passif circulant (dettes)

Interprétation :

BFR=0

L'entreprise est juste en équilibre à court terme, elle n'aura qu'à maintenir sa situation d'équilibre à court terme. En d'autres termes, le cycle d'exploitation de l'entreprise s'autofinance

BFR>0 c'est-à-dire $VE+VR > DCT$

Ce qui signifie que l'entreprise éprouve un besoin en fonds de roulement, autrement dit, elle a une insuffisance en ressources d'exploitation, Dans ce cas l'entreprise est tenue de rétablir son équilibre à court terme, et ceci par : la diminution de ses dettes à court terme, et ce par le remboursement anticipé de ces dernières, ou bien par la diminution des achats à crédit ; et l'augmentation des ventes à crédit.

BFR<0 c'est-à-dire $(VE+VR < DCT)$

L'entreprise génère suffisamment de liquidités à partir de ses opérations pour couvrir ses passifs courants. Un BFR négatif est souvent considéré comme un signe de bonne santé financière, car cela signifie que l'entreprise n'a pas besoin de financement supplémentaire pour ses opérations courantes. Cela peut se produire dans les entreprises avec des délais de paiement courts et des créanciers à court terme bien gérés.

3-1-3 La trésorerie nette (TN)

Une trésorerie nette correspond à la différence entre le fonds de roulement net et le besoin en fonds de roulement ou bien à la différence entre la trésorerie active (TA) et la trésorerie passive (TP). Elle est exprimée par la formule suivante :

$TN = FRN - BFR$ ou $TN = TA - TP$.

Interprétation

Trésorerie positive ($TN > 0$) deux cas peuvent se présenter :

$FRN > BFR$

Chapitre II : Les sources de financement et l'analyse financière des investissements des entreprises

Cette situation atteste d'un bon équilibre financier et d'une solvabilité satisfaisante l'excédent non absorbé par les besoins cycliques d'exploitation reste à la disposition de l'entreprise sous forme de trésorerie excédentaire.

$$\text{BFR} < 0 \text{ donc } \text{TN} > 0$$

Cette situation se retrouve surtout chez les entreprises de distribution qui ont la possibilité de financer leurs stocks par leurs fournisseurs (à partir d'un crédit accordé par ces fournisseurs). Par contre elles font payer leurs clients le plus souvent au comptant. Cette situation va faire que le besoin en fonds de roulement est négatif de la trésorerie est donc positive

E- Trésorerie négative (TN<0)

Cette situation, induite par l'inégalité ($\text{BFR} > \text{FR}$), est à priori le signe d'un déséquilibre financier sauf si l'activité exercée peut s'accoutumer d'une telle situation. Une trésorerie n'est pas nécessairement positive. Il est vrai que de manière générale, une trésorerie négative peut donner de multiples soucis, mais il reste que certaines activités parviennent à être exercées avec une trésorerie négative.

3-1-4 L'analyse financière par la méthode des ratios

Outre l'analyse basée sur les bilans, la solidité financière d'une entreprise peut également être appréciée par la méthode des ratios. Cette méthode sera présentée ci-après

3-1-4-1 Définition d'un ratio financier

Un ratio financier représente un coefficient ou un pourcentage calculé par un rapport entre deux masses. Il fournit une indication sur la rentabilité d'une entreprise, la structure de ses coûts, sa productivité, sa solvabilité, ses liquidités et son équilibre financier

3-1-4-2 Les types de ratios

On distingue entre les ratios de structure financière et les ratios de rentabilité.

A- Les ratios de structure financière

Ce sont des ratios qui caractérisent la situation financière de l'entreprise à un moment donné, ils expriment des relations entre les éléments de l'actif et du passif. On distingue entre

le ratio de financement permanent ou (ratio équilibre financier), le ratio de financement propre et le ratio d'indépendance (d'autonomie financière).

a- Ratios de financement permanent (ratio de l'équilibre financier)

Ce ratio vérifie la règle de l'équilibre financier à long terme, il se calcule comme suit :

$$R_1 = \text{fonds permanents} / \text{actif immobilisé}$$

b- Ratios de financement propre

Ce ratio représente dans quelle mesure les immobilisations sont financées par les capitaux propres, ce ratio doit être supérieure ou égale à 1. Il se calcule comme suit :

$$R_2 = \text{fonds propres} / \text{actif immobilisé}$$

c- Ratio d'indépendance (autonomie financière)

Ce ratio permet de connaître l'état d'endettement de l'entreprise et son degré d'indépendance financière. Il est convenable lorsqu'il est supérieur à 1, acceptable lorsqu'il est supérieur ou égale à 0.06. Il se calcule comme suit :

$$R_3 = \text{capitaux propres} / \text{total des dettes}$$

B- Les ratios de rentabilité

La rentabilité est un indicateur de base de croissance dans toute entreprise. la rentabilité se mesure à l'aide de plusieurs ratios à savoir : ratios de la rentabilité économique et ratio de rentabilité financière

a-Ratio de la rentabilité économique

La rentabilité économique mesure la rentabilité d'exploitation (activité) de l'entreprise indépendamment de son mode de financement. Elle se mesure en rapportant l'excédent brut d'exploitation à la somme des immobilisations brutes corporelles et incorporelles et du besoin en fonds de roulement⁸⁸

$$R_1 = \text{résultat net} / \text{actif total}$$

⁸⁸<https://www.insee.fr> consulté le 20 juin 2024 à 8h :36

b- Ratio de la rentabilité financière

Ce ratio permet de tirer des renseignements utiles pour l'analyse des opérations passées et une prise de décision ultérieure. La rentabilité et l'aptitude à produire un profil, elle résulte de la comparaison entre un résultat obtenu par une action et le moyen mis en œuvre pour l'obtenir. Ce ratio se calcule : **$R_2 = \text{résultat net} / \text{capitaux propres}$**

3-2 Les critères d'évaluation financière

3-2-1 Définition de l'évaluation financière

Selon HOUDAYER, Robert, l'évaluation financière est « *la phase de l'étude d'un projet qui permet d'analyser ce projet est viable, et dans quelles conditions, compte tenu des normes et des contraintes qui lui sont imposées à partir des études techniques et commerciales déjà réalisées. Elle consiste à valoriser les flux résultant des études précédentes pour déterminer la rentabilité et le financement du projet* ». ⁸⁹

Pour évaluer un projet d'investissement, il ya des critères à utiliser sous formes de méthode dynamique

3-2-2 Les méthodes dynamiques de l'évaluation financière

Délai de Récupération Actualisé « DRA » ; Valeur Actuelle Nette « VAN » ; Taux de Rendement Interne « TRI » ; et Les méthodes dynamiques sont basées sur l'actualisation des flux monétaires (Délai de Récupération l'Indice de Profitabilité « IP »).

3-2-2-1 La valeur actuelle nette (VAN)

La valeur actuelle nette représente la différence entre les cash-flows actualisés à la date 0 et le capital investi. Mathématiquement, la VAN s'écrit :

$$VAN = -I_0 + \sum_{i=0}^n CF (1 + t)^{-i}$$

Interprétation

$VAN > 0$ Le projet d'investissement est rentable, le projet est créateur de valeur

⁸⁹ HOUDAYER Robert, « Evaluation financière des projets ingénierie de projet et décision d'investissement », 2ème édition economica, Paris, 1999, p.31

VAN<0 Le projet d'investissement n'est pas rentable (rejeté), le projet est destructeur de valeur

VAN=0 Le taux d'actualisation égal au taux de rentabilité, l'investissement permet donc de récupérer la dépense engagée. On dit que l'entreprise fait une opération blanche.

3-2-2-2 Le délai de récupération actualisé (DRA)

Le délai de récupération actualisé est le montant ou les flux actualisés positifs qui compensent les flux actualisés négatifs. Il est analogue à celui de la méthode comptable avec en plus l'actualisation des flux nets de trésorerie d'où plus de précision.

Méthode de calcul : - Cumuler les flux de trésorerie

-Rapprocher le montant d'investissement avec le cumul des flux.

-Déduire la durée nécessaire pour effectuer le retour sur investissement

3-2-2-3 Indice de profitabilité (IP)

L'indice de profitabilité (IP) est le rapport entre la somme des cash-flows actualisés sur le montant du capital investi.

Sa formule de calcul se présente comme suit :

$$IP = \frac{\sum_{t=0}^n CF (1+t)^{-n} - I_0}{I_0}$$

Pour qu'un projet d'investissement soit acceptable, il faut que son indice de profitabilité soit supérieur à 1. Un projet d'investissement est d'autant plus intéressant que son indice de profitabilité est plus grand.

Interprétation

IP<1 Le projet n'est pas rentable et ne doit pas être adopté

IP=1 Il y a indifférence entre l'investissement et un placement financier au taux égal au taux d'actualisation

IP>1 Le projet est rentable.

3-2-2-4 Le taux de rentabilité interne (TRI)

Le taux de rentabilité interne (TRI) est le taux pour lequel il y a équivalence entre le capital investi et l'ensemble des cash-flows. La formule usuelle du taux de rentabilité :

$$VAN = -I_0 + \sum_{i=0}^n CF (1 + t)^{-i} = 0$$

Interprétation

Le TRI a été défini comme la valeur du taux d'actualisation qui annule la VAN. A cet effet, pour ce taux, les flux nets de liquidité (FNL) ne permettent pas de dégager un surplus, mais permettent seulement : - de récupérer le capital investi et de rémunérer les fonds à un taux égal au TRI.

TRI = taux de rentabilité minimum exigé par l'entreprise, le projet d'investissement est neutre à l'égard de la rentabilité globale de l'entreprise.

TRI < taux de rentabilité exigé par l'entreprise, la réalisation du projet entraînera la chute de la rentabilité globale de l'entreprise.

Conclusion

Les entreprises ont besoin de ressources financières pour fonctionner et se développer. Pour répondre à ces besoins, elles peuvent recourir à plusieurs sources de financement. L'autofinancement, qui représente les fonds propres de l'entreprise, est une source importante car il permet à l'entreprise de garder son indépendance financière et décisionnelle, sans avoir à rendre de comptes à des investisseurs extérieurs. Le financement externe, qui inclut le recours aux marchés des capitaux et surtout les crédits bancaires qui constituent le canal de financement le plus sollicité par les entreprises algériennes pour financer leurs investissements. Il est important de rappeler qu'une entreprise qui fait appel au financement externe doit rassurer les investisseurs quant à sa capacité à honorer ses engagements financiers. Pour cela, l'entreprise doit fournir des indicateurs financiers solides et favorables.

Dès lors, et en vue d'appliquer les concepts théoriques expliqués dans le chapitre 1 et le chapitre 2, le troisième chapitre sera consacré à l'étude d'une procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR de Tizi- Ouzou.

Chapitre III :
**Procédure d'octroi d'un crédit
d'investissement au sein de la
BADR, agence n°580 Tizi-
Ouzou**

Introduction

Afin de répondre à notre problématique de recherche et aux questions posées, il serait plus judicieux de mettre en exergue la présentation d'un cas pratique effectué de la Banque pour l'Agriculture et le Développement rural (BADR), filiale de Tizi-Ouzou.

À travers notre étude, nous allons essayer d'analyser le financement des investissements des entreprises par le crédit bancaire. Pour ce faire, nous allons suivre le plan suivant :

- Présentation de la BADR
- Etude d'un dossier d'un crédit d'investissement au sien de la BADR

Section 1 : Présentation de la BADR

Dans cette section, nous allons présenter l'organisme dans lequel nous avons effectué notre stage pratique à savoir la BADR en mettant en avant son évolution historique, ses missions et ses objectifs.

1-1 Historique de la BADR

La Banque de l'Agriculture et du développement rural est une institution financière nationale créée par décret n°82-106 du 13 mars 1982 sous la forme juridique de société par actions. Elle est issue du démembrement de la BNA (Banque Nationale d'Algérie). Son capital social étant de 54.000.000.000,00 DA⁹⁰. Elle avait pour missions principales le développement du secteur agricole et la promotion du monde rural.

Elle était, en outre, chargée de fournir aux entreprises publiques économiques conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion des moyens de paiement mis à leur disposition, et ce, dans le respect du secret bancaire.

En vertu de la loi 90/10 du 14 avril 1994, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi des crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle les moyens de paiement et leur gestion.

Constituée initialement de 140 agences, son réseau compte actuellement plus de 300 agences et 39 directions régionales. Quelques 7 000 cadres et employés activent au sein des

⁹⁰ Document interne de la BADR

structures centrales, régionales et locales. La densité de son réseau et l'importance de son effectif font de la BADR la première banque à réseau au niveau national. Son chiffre d'affaires s'élève à plus de 37.272.840.000DA⁹¹

Nous pouvons résumer l'évolution historique de la BADR en trois principales périodes :

1-1-1 La période 1982-1990

Durant ces années, la BADR a eu pour objectif d'asseoir sa présence dans le monde rural, en ouvrant de nombreuses agences dans les zones à vocation agricole ; elle a acquis une notoriété et une expérience dans le financement de l'agriculture et de l'agro- alimentaire.⁹²

1-1-2 La période 1991-1999

La loi 90-10 ayant mis un terme à la spécialisation des banques, la BADR a élargi son champ d'intervention vers les autres secteurs d'activités, et notamment, vers les PME/PMI, tout en restant un partenaire privilégié du secteur agricole. Sur le plan technique, cette étape a été celle de l'introduction des technologies informatiques.⁹³

1-1-3 La période après l'an 2000

Cette période s'est caractérisée par la nécessaire implication des banques publiques dont fait partie la BADR, à relancer des investissements productifs et à mettre en adéquation leurs activités avec les principes de l'économie de marché.⁹⁴

⁹¹ Document interne de la BADR

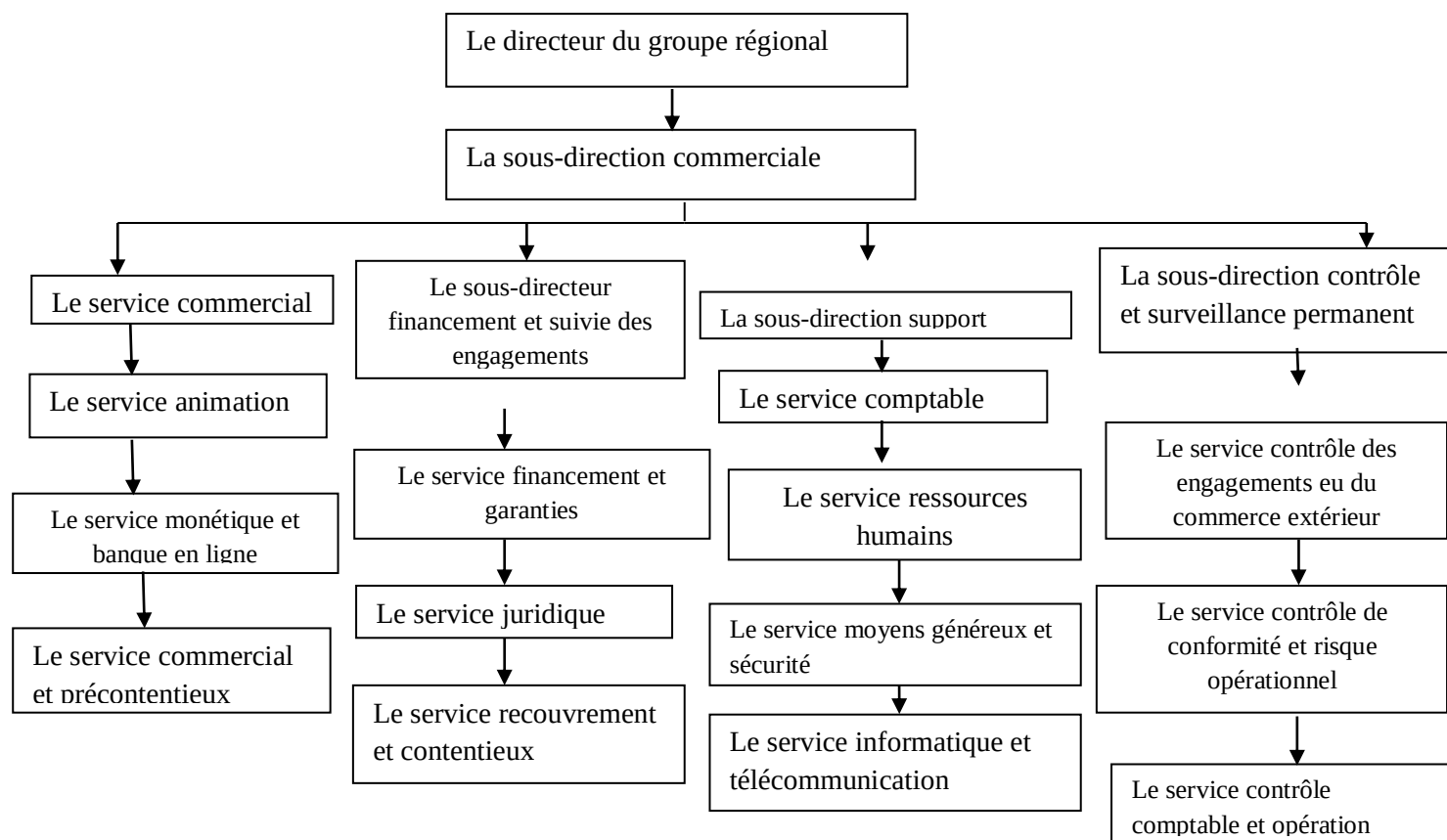
⁹² Idem

⁹³ Idem

⁹⁴ Idem

L'organisation de la BADR sera présentée dans le schéma suivant

Schéma n° 2 : l'organigramme de la BADR



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

1-2 Les missions et les objectifs de la BADR

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales.

1-2-1 Les missions de la BADR

Les principales missions de la BADR seront présentées dans ce qui suit :⁹⁵

- Le traitement de toutes les opérations de crédit, de change et de trésorerie.
- L'ouverture de comptes à toute personne qui en fait la demande.
- La réception des dépôts à vue et à terme.

⁹⁵Document interne de la BADR

- La participation à la collecte de l'épargne.
- La contribution au développement du secteur agricole.
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, agroindustrielles et artisanales.
- Le contrôle, avec les autorités de tutelle, de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.
- La contribution au développement du secteur agricole.

1-2-2 Les objectifs de la BADR

Les objectifs de la BADR s'articulent autour des axes suivants ⁹⁶:

- L'accès à des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celles-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles.
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars qu'en devises étrangères.
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités la concernant.
- L'extension et le redéploiement de son réseau d'agences.
- La satisfaction de ses clients en leur offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins.
- L'adoption d'une gestion dynamique en matière de recouvrement.
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques managériales telles que le marketing et l'insertion de nouvelles gammes de produits.

1-3 Les pièces constitutives d'un dossier de crédit d'investissement ou crédit d'exploitation

Les demandes d'un dossier de crédit d'investissement ou d'exploitation doivent être accompagnées d'une liste de documents : documents administratifs et juridiques, documents comptables et fiscaux, documents économiques et financiers et divers.

⁹⁶ Document interne de la BADR

1- 3-1 Documents administratifs et juridiques d'un dossier de crédit d'investissement ou crédit d'exploitation

Les documents administratifs et juridiques exigés dans un dossier de demande d'un crédit d'investissement sont :

- Une demande de crédit signée par une personne habilitée ;
- Une copie dument légalisée des statuts (pour les personnes morales) ;
- Un PV délibération désignant et autorisant le gestionnaire à contracter des emprunts ;
- Une copie dument légalisée du registre de commerce ou tout autre document justifiant l'autorisation d'exercice de l'activité projetée ou exercée (agrément, autorisation d'exploitation, carte fellah, carte d'artisan, etc.) ;
- Une copie dument légalisée du BOAL (bulletin officiel des annonces légales) ;
- Une copie dument légalisée de l'acte de propriété, de concession ou de bail des locaux professionnels.

1- 3-2 Documents comptables et fiscaux d'un dossier de crédit d'investissement ou crédit d'exploitation

Les documents comptables et fiscaux exigés dans un dossier de demande d'un crédit d'investissement sont :

- Le bilan et le TCR (tableau de compte du résultat) des trois derniers exercices ;
- Le rapport du commissaire aux comptes pour les entreprises concernées ;
- Les bilans et TCR prévisionnels ;
- Le plan de financement et /ou de trésorerie ;
- Les situations fiscales et parafiscales récentes ou échéanciers éventuels

1- 3-3 Documents économiques et financiers d'un dossier de crédit d'investissement ou crédit d'exploitation

Les documents économiques et financiers exigés dans un dossier de demande d'un crédit d'investissement sont :

- Une étude technico-économique (en particulier pour les demandes d'investissement) ;
- Une facture pro forma, devis, contrats des équipements à acquérir ;
- Un plan des charges, carnet de commandes, contrats, conventions, etc.

1-3-4 autres documents d'un dossier de crédit d'investissement ou crédit d'exploitation

Les documents divers exigés dans un dossier de demande d'un crédit d'investissement sont :

- Les avantages obtenus : ANDI, concessions, avantages liés à l'exploitation ;
- Tout document jugé utile par le client pour appuyer sa demande de financement ;
- Tout document nécessite par la mise en place des dispositifs spécifiques.⁹⁷ (voir annexe n°2).

S'il y aura un manque d'un document dans les pièces constitutives d'un dossier de crédit d'investissement ou d'exploitation, ce dossier ne sera pas accepté.

1-3 Les garanties bloquantes

Les garanties bloquantes sont des garanties bancaires utilisées principalement dans les échanges commerciaux et les transactions financières. Elles assurent si une des parties ne respecte pas ses engagements, la banque ou l'institution financière qui émet la garantie interviendra pour couvrir les pertes ou les frais encourus. Parmi ces garanties bloquantes :

- Une caution hypothécaire d'un terrain d'une superficie de 2812 m² expertisé par la SAE à 84360000,00 DA (voir annexe n° 05).

1- 5 Les garanties non bloquantes

Les garanties non bloquantes sont des garanties fournies par des institutions financières ou des tiers pour sécuriser une transaction ou un contrat sans pour autant immobiliser les fonds de l'entreprise bénéficiaire. Ces garanties permettent à l'entreprise de continuer à utiliser ses liquidités pour ses activités courantes tout en offrant une sécurité suffisante à la partie bénéficiaire de la garantie. Parmi ces garanties :

- Nantissement des équipements financés
- Chaine de billet à ordre (voir annexe n°5)

Après avoir donné un aperçu général sur l'organisme au sein duquel nous avons effectué notre stage pratique, nous allons consacrer la deuxième section du chapitre à l'étude d'un

⁹⁷ Document interne de la BADR

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

dossier de demande d'un crédit d'investissement émanant, en 2020 de l'entreprise x spécialisée dans la fabrication d'aliments de bétail.

Section 2 : Etude d'un dossier de demande de crédit d'investissement au sein de la BADR agence n° 580 à Tizi-Ouzou

Afin de mieux cerner cette présente section, nous nous concentrerons sur trois points à savoir :

- La présentation de l'entreprise ainsi que l'objet de la demande de crédit.
- L'étude financière du projet ainsi que sa rentabilité afin de formuler un diagnostic sur l'investissement à financer.
- L'évaluation financière du projet afin de s'assurer de sa viabilité, sa capacité à générer des profits et le temps nécessaire à la récupération du capital investi. Tous ceux-ci pour s'assurer de la capacité du demandeur du crédit à respecter ses engagements financiers vis-à-vis de sa banque.

2-1 Présentation de l'entreprise

L'entreprise x est spécialisée dans la fabrication d'aliment de bétail, les caractéristiques de cette entreprise seront présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°3 : Présentation de l'entreprise x

Forme juridique	Personne physique
Activité	Fabrication d'aliment de bétail
Adresse fiscale (siège social)	Village KAHRA commune FREHA
Localisation de l'unité	Village KAHRA commune FREHA
Capital social	7125343 DA
Date d'entrée en relation	23/12/2020
Date début d'activité	02/12/1997

Source : document interne de la BADR

2-2 Objet de la demande

La demande de crédit porte sur l'acquisition d'une unité de production de fabrication d'aliment de bétail d'une capacité de 8T/H ainsi qu'un groupe électrogène 450 KVA secours 410 KVA.

Le coût global de l'investissement (TTC) est de 28125000,00 DA. Le concours éventuel de la banque sera de 70% du cout global de l'investissement, ce qui représente une somme de 19.6 875 .00,00DA qui sera remboursée sur une échéance de 9 ans dont un an de différé.

Le client dispose de la décision d'octroi des avantages ANDI sous le numéro 2021/15/0002/0 du 5/01/2021. En guise de garantie, le client propose à la banque la caution hypothécaire d'un terrain de 2812m² élargie aux constructions (terrain abritant l'activité) appartenant à son père expertisée pour un montant de 21. 488. 800. 0,00DA (cf. ; rapport d'expertise auprès de maitre x en date du 20/03/2021).⁹⁸ voir annexe N°1

2-3 Présentation des bilans de l'entreprise x

Afin de mieux appréhender la solidité financière de l'entreprise que la BADR sera amenée à financer son projet d'investissement (à hauteur de 70%), une analyse financière doit être menée. Dans notre cas, cette analyse se fera en s'appuyant sur les trois derniers bilans 2018, 2019 et 2020.

2- 3-1 Le bilan actif de l'entreprise x

Le tableau ci-après retrace les éléments de l'actif de l'entreprise durant les années 2018,2019 et 2020

⁹⁸Document interne de la BADR

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

Tableau n°4 : le bilan actif

Rapports du commissaire aux comptes présentés		2018	2019	2020
Unité : DA		Entreprise : x		
Masses financières	2018	2019	2020	
Actif non courant	9126430	6929843	5294839	
Immobilisations nettes	9126430	6929843	5294839	
Autres immobilisations	0	0	0	
Actif courant	3967116	5344062	3645587	
Stocks	456000	1126934	905271	
Créances	1269773	1202073	1069879	
Trésorerie active	2241343	3015055	1670437	
Total	13093546	12273905	8940426	

Source : document interne de la BADR

2-3-2 Le bilan passif de l'entreprise x

Le tableau suivant retrace les éléments de passif de l'entreprise durant les années 2018,2019 et 2020.

Tableau n°5 : le bilan passif

Masses financières	2018	2019	2020
Capitaux permanents	11024038	10974116	7667621
Capitaux propres	7424038	7374116	7667621
dont résultat	170263	248773	341613
passif non courant	3600000	3600000	0
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	3600000	3600000	0
passif courant	2069508	1299789	1272805
dettes fournisseur	1564798	1091397	1005200
trésorerie passive	0	0	0
Total	13093546	12273905	8940426

Source : document interne de la BADR

Interprétation des bilans présentés par l'entreprise x

De l'exploitation des bilans présentés, nous constatons une nette régression des immobilisations ; dues essentiellement à l'amortissement de l'unité de production ainsi qu'une baisse des stocks et de la trésorerie durant l'année 2020 par rapport à l'exercice 2019 engendrée par la baisse de l'activité durant cette période causée par la crise sanitaire (COVID-19). Pour ce qui du passif, celui-ci est composé essentiellement du capital émis et des dettes fournisseurs. Aussi, nous constatons le remboursement du crédit à long terme durant l'année 2020

2-3-3 Le compte de résultat prévisionnel de l'entreprise x

Dans notre cas, le compte du résultat prévisionnel pour l'année 2021 est présenté dans le tableau suivant :

Tableau n°6 : compte du résultat prévisionnel

unité: KDA	Entreprise:x		
Désignation		31/12/2021	31/12/2020
I-Production de l'exercice		50700000	/
II- Consommation de l'exercice		29140000	/
III-Valeur ajoutée de l'exploitation (I-II)		21560000	/
IV-Excédent brut d'exploitation		16175000	/
V-Résultat opération		9322972	/
VI-Résultat financier		-1082812	/
VII-Résultat ordinaire avant impôt (v+vi)		8240160	
VIII-Résultats net des actifs ordinaires		6782768	-1457392
IX-Résultat extraordinaire		0	0
X-Résultat net de l'exercice (VIII+IX)		6782768	-1457392

Source : document interne de la BADR

Interprétation du compte du résultat prévisionnel

Suivant le bilan prévisionnel, le résultat à réaliser est estimé à 6782768 DA, le résultat net à réaliser est négatif (-1457392). Cela signifie que l'entreprise x a dépensé plus qu'elle n'a

gagné. L'entreprise x est donc en déficit, et n'a donc pas été rentable pendant son exercice comptable.

2-4 Analyse de l'équilibre financier de l'entreprise x

Cet équilibre peut être vérifié par le calcul des agrégats suivants :

- Le Fonds de Roulement (équilibre, financier à long terme).
- Besoin en Fonds de roulement, (équilibre financier à court terme).
- Trésorerie (équilibre financier, immédiat).

2-4-1 Le fonds de roulement net (FRN)

Le fonds de roulement net se calcule comme suit :

FRN=capitaux permanents (fonds propres+ dettes à long et moyen terme (DLMT) – actifs immobilisés

Dans notre cas, les FRN pour les trois années 2018,2019 et 2020 sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau n°7 : le fonds de roulement net (FRN)

Désignation	2018	2019	2020
capitaux permanents(1)	11024038	10974116	7667621
actifs immobilisés (2)	9126430	6929843	5294839
FR=(1)-(2)	1897608	4044273	2372782

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

Interprétation du FRN

Le fonds de roulement net est positif pour les trois années étudiées, ce qui signifie que l'entreprise assure son équilibre à long terme. Cet excédent réalisé par l'entreprise est justifié par le fait que des ressources permanentes ne sont pas utilisées pour acquérir des emplois stables. L'entreprise dispose d'une marge de sécurité lui permettant de financer une partie de ses actifs circulants.

2-4-2 Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement se calcule comme suit :

$$\text{BFR} = \text{Actif circulant (stocks+ créances clients)} - \text{Passif circulant (dettes)}$$

Dans notre cas, le BFR pour les trois années 2018 2019 et 2020 sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau n°8 : le besoin en fonds de roulement

Actif circulant	2018	2019	2020
Actif circulant	1725773	2329007	1975150
Passif circulant	2069508	1299789	1272805
BFR = AC-PC	-343735	1029218	702345

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

L'interprétation des résultats

Pour 2018 : Le besoin en fonds de roulement s'avère négatif, ce qui signifie que l'entreprise génère suffisamment de ressources pour financer son cycle d'exploitation. Ce besoin en fonds de roulement négatif est justifié par le fait que l'entreprise dispose d'un niveau de stock faible, parce que l'activité de l'entreprise ne nécessite pas de disposer des stocks importants.

Pour 2019/2020 : le BFR est positif, cela signifie que les ressources d'exploitation ne couvrent pas les emplois d'exploitation. Autrement dit, le besoin exprimé sera couvert par le FRNG (fonds de roulement net global) dégagé (voir tableau n°7).

2-4-3 La trésorerie nette (TN)

La trésorerie nette exprimée par la formule suivante :

$$\text{TN} = \text{FRN-BFR} \text{ ou } \text{TN} = \text{Trésorerie actif-Trésorerie passif}$$

Dans notre cas, la TN pour les trois années 2018 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau ci-après

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

Tableau n°9 : calcul de la trésorerie nette (TN)

Désignation	2018	2019	2020
FRN (1)	1897608	4044273	2372782
BFR (2)	-343735	1029218	702345
TN=1-2	2241343	3015055	1670437

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des documents transmis par la BADR

Interprétation des résultats

La TN est positive durant les trois années ce qui implique que l'entreprise assure son équilibre financier à très court terme. Dans ce cas, les ressources financières de l'entreprise sont suffisantes pour couvrir les besoins (Soit fonds de roulement > besoin en fonds de roulement). Cela signifie que la situation financière de l'entreprise est saine et qu'elle est en mesure de financer un surcroît de dépenses sans recourir à un emprunt. Cette situation semble refléter un bon équilibre financier entraînant une solvabilité satisfaisante.

2-4-4 L'étude de la situation financière de l'entreprise par la méthode des ratios

On peut classer les ratios en deux catégories : les ratios de structure financière et les ratios de rentabilité

2-4-4-1 Les ratios de structure financière

On distingue entre le ratio de financement permanent ou (ratio de l'équilibre financier), ratio de financement propre et le ratio d'indépendance financière (d'autonomie financière).

A- Ratio de financement permanent (ratio de l'équilibre financier)

Ratio de financement permanent se calcule comme suit :

$R_1 = \text{fonds permanents} / \text{actif immobilisé}$

Dans notre cas, le ratio de financement permanent pour les trois années 2018, 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau ci-après:

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

Tableau n°10 : calcul du ratio de l'équilibre financier

Désignation	2018	2019	2020
fonds permanents (1)	11024038	10974116	7667621
actif immobilisé (2)	9126430	6929843	5294839
R₁= (1)/(2)	1,21	1,58	1,45

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

Interprétation

Le ratio de l'équilibre financier est supérieur à un ($R_1 > 1$) durant les trois années ce qui signifie que les ressources stables financent les actifs immobilisés, mais également une partie de l'actif circulant c'est-à-dire l'entreprise dispose d'un FRN positif.

B-Ratio de financement propre

Le Ratio de financement propre se calcule comme suit :

R₂= fonds propres/actif immobilisé

Dans notre cas, le ratio de financement propre pour les trois années 2018, 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau suivant :

Tableau n°11 : calcul du ratio de financement propre

Désignation	2018	2019	2020
fonds propres (1)	7424038	7374116	7667621
actif immobilisé (2)	9126430	6929843	5294839
R₂= (1)/(2)	0,81	1,06	1,45

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

Interprétation

Pour l'année 2018, ce ratio se rapproche de 1, pour le dépasser durant les années 2019 et 2020. Cela signifie que les immobilisations de l'entreprise sont financées par ses capitaux propres.

C- Ratio d'indépendance financière (autonomie financière)

Le ratio d'indépendance financière se calcule comme suit :

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

R₃=Dettes à long et à moyen terme / capitaux permanents

Dans notre cas, le ratio d'indépendance financière pour les trois années 2018, 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau suivant :

Tableau n°12 : calcul du ratio d'autonomie financière

Désignation	2018	2019	2020
Dettes à long et moyen terme(DLMT) (1)	3600000	3600000	0
Capitaux permanents (2)	11024038	10974116	766721
R₃=(1)/(2)	0,33	0,33	0

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

Interprétation

Durant les deux années, le ratio d'autonomie financière est inférieur à un 2018 et 2019 ($R_3 < 1$) ce qui signifie les capitaux permanents couvrent la totalité des dettes à long et à moyen terme. Durant l'année 2020 $R_3=0$ cela signifie que l'entreprise a remboursé toutes ses dettes à long et à moyen terme.

2-4-4-2 Les ratios de rentabilité

On peut citer : le ratio de la rentabilité économique et le ratio de rentabilité financière

A- Ratio de la rentabilité économique

Ratio de la rentabilité économique se calcule comme suit :

R₁= résultat net/ actif total

Dans notre cas, le ratio de la rentabilité économique pour les trois années 2018, 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau suivant :

Tableau n°13 : calcul du ratio de la rentabilité économique

Désignation	2018	2019	2020
résultat net (1)	170262	248775	341617
actif total (2)	13093546	12273905	8940426
R₁ = (1)/(2)	0,013	0,020	0,03

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents transmis par la BADR

Interprétation :

Nous constatons des résultats positifs durant les trois années, cela signifie que l'entreprise utilise efficacement ses actifs pour générer des profits. Cela peut indiquer une bonne gestion des ressources et des opérations efficaces.

B- Ratio de la rentabilité financière

Le ratio de la rentabilité financière se calcule comme suit :

$R_2 = \text{résultat net} / \text{capitaux propres}$

Dans notre cas, le ratio de la rentabilité financière pour les trois années 2018 2019 et 2020 seront présentés dans le tableau suivant :

Tableau n° 14 : calcul du ratio de la rentabilité financière

Désignation	2018	2019	2020
résultat net (1)	170262	248775	341617
capitaux propres (2)	7424038	7374116	7667621
$R_2 = (1)/(2)$	0,02	0,03	0,04

Source : établi par nous-mêmes à partir des documents de la BADR

Interprétation

Le résultat est positif durant les trois années, cela signifie que l'entreprise est capable de générer des bénéfices importants par rapport aux capitaux propres investis. De ce fait, on peut dire qu'il y a une gestion efficace et une bonne utilisation des fonds des actionnaires.

Pour une meilleure appréciation de la solidité financière du projet d'investissement, une analyse des Soldes Intermédiaires de Gestion est indispensable. Ces derniers seront présentés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR
Tizi-Ouzou

Tableau n° 15 : soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Unité : DA

Entreprise : x

Rubriques	2018 (V0)	2019 (V1)	Taux d'évolution	2020 (V1)	Taux d'évolution
Chiffre d'affaires net	20410331	18468609	$-0,10 = \frac{V1(2019) - V0(2018)}{V0(2018)}$	17574686	$-0,05 = \frac{V1(2020) - V0(2019)}{V0(2019)}$
Marge brut	0	0	0,00	0	0,00
Production de l'exercice	20410331	18468609	-0,10	17574686	-0,05
Consommation machines et matières premières	14855964	12312406	-0,17	11936210	-0,03
Consommation de services	99450	223068	1,24	179157	-0,20
Valeur ajoutée	5454917	5933135	0,09	5459319	-0,08
Excédent brut d'exploitation	1801310	2452128	0,36	1976300	-0,19
Résultat opérationnel	175217	248775	0,42	341617	0,37
Résultat financier	-4955	0	-1,00	0	0,00
Résultat ordinaire	170262	248775	0,46	341617	0,37
Résultat extraordinaire	0	0	0,00	0	0,00
Résultat de l'exercice	170262	248775	0,46	341617	0,37

Source : document interne de la BADR

Commentaires : A partir du tableau n° 15 nous constatons que :

- Le chiffre d'affaires a diminué durant l'année 2019 à un taux estimé à 10%, et enregistrer une nouvelle baisse de 5% durant l'année 2020 qui s'explique par la crise sanitaire de la COVID-19.

- La marge brute reste stable durant toutes les années
- La production de l'exercice a diminué durant l'année 2019 à un taux de 10%, et 5% durant l'année 2020 à cause de la COVID-19
- La consommation des machines et des matières premières a diminué de 17% durant l'année 2019 à cause des restrictions gouvernementales sur les importations d'équipements et de matières premières dans le secteur d'activité de l'entreprise X, et de 3% durant l'année 2020 à cause de la COVID-19
- La valeur ajoutée durant l'année 2019 a augmenté de 9%, pour baisser à 8% durant l'année 2020 à cause de la COVID-19
- L'excédent brut d'exploitation a augmenté en 2019 à un taux estimé à 36% et a diminué durant l'année 2020 à cause de la COVID-19
- Le résultat opérationnel durant l'année 2019 et 2020 a augmenté pour atteindre respectivement les taux de 42% et 37%
- Le résultat financier durant l'année 2019 et 2020 a baissé à un taux de 0% à cause de la COVID-19
- Résultat ordinaire durant l'année 2019 et 2020 a augmenté pour atteindre un taux de 46% et 37%
- Le résultat extraordinaire reste stable durant toutes les années
- Le résultat de l'exercice durant les deux années 2019 et 2020 a augmenté pour atteindre respectivement les taux de 46% et 37%.

Avant de donner son accord pour l'octroi du crédit d'investissement, le banquier doit s'assurer de la rentabilité du projet qu'il va financer. Pour ce faire, une évaluation du projet d'investissement doit être menée. Cette dernière sera présentée dans le point suivant :

2-5 Evaluation de la rentabilité financière du projet d'investissement

L'évaluation financière d'un projet d'investissement consiste à évaluer les capitaux nécessaires pour son lancement, évaluer sa viabilité financière, sa capacité à générer des profits et le temps au terme duquel ces profits pourront être perçus.⁹⁹

⁹⁹ COULIBALY Souleymane, mémoire de fin d'étude du master « le financement bancaire des projets d'investissement », cas BADR Tizi-Ouzou, spécialité : finance et banque, UMMTOU, 2017/2018, p 116

Cette évaluation s'appuie sur quatre critères financiers à savoir : la valeur actuelle nette (VAN), délai de récupération actualisé (DRA), l'indice de profitabilité (IP) et le taux de rendement interne (TRI).

2-5-1 La valeur actuelle nette (VAN)

Elle se calcule selon la formule suivante :

$$VAN = \sum CF (1+i)^{-n} - I_0$$

Avec: **CF**: cash-flow

i : Taux d'actualisation

I₀ : Investissement

n : durée du vie

Le cash-flow représente l'ensemble des flux de liquidité générés par les activités d'une société. Pour les analystes et les créanciers, il constitue un bon moyen d'appréhender la solvabilité et la pérennité d'une entreprise. C'est également un indicateur permettant de connaître l'aptitude de l'entreprise à financer ses investissements. Il correspond au flux de trésorerie.

Dans notre cas, les cash-flows pour la première année (voir annexe N°10) la deuxième année (voir annexe N°11), la troisième année (voir annexe N°12), la quatrième année (voir annexe N°13) et la cinquième année (voir annexe N14°) seront présentés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Procédure d'octroi d'un crédit d'investissement au sein de la BADR Tizi-Ouzou

Tableau n° 16 : compte du résultat prévisionnel

Libelle	année 01	année 2	année 03	année 0 4	année 05
Production vendues (prestation de services)	50700000	53235000	55896750	58691587	61626166
Autres					
Total produits	50700000	53235000	55896750	58691587	61266166
Consommation de matière première	25350000	26617500	27984375	29345793	30813083
Services extérieur et autres consommation	2535000	2661750	2794837	2934579	3081308
Charges de personnel	5100000	5100000	5202000	5202000	5306040
Charges sociales	1785000	1785000	1820700	1820700	1857114
TAP	507000	532350	558967	586915	616261
Autre impôts et taxes	285000	325000	385250	425450	475800
impôts exigibles /résultat	1457392	1713492	1775503	1968275	2171593
Frais financiers /prêt bancaire	1082812	1082812	947460	812109	676757
frais divers	1255000	1325000	1375800	1425125	1485200
dotation aux amortissements	4560028	4560028	4560028	2703539	2363445
Total charges	43917232	45702932	47368920	47224485	48846601
Résultat (bénéfice)	6782768	7532068	8527830	11467102	12779565
Cash flow	11342796	12092096	13087850	14170641	15143010

Source : document interne de la BADR

Interprétation

Nous constatons que le projet dégage des cash-flows positifs pour les cinq années. Cela signifie que le projet est rentable et permet de récupérer la dépense initiale tout en rémunérant le capital.

Dans notre cas, les sommes des cash-flows actualisés pour les cinq années seront présentées dans le tableau suivant :

Tableau n°17 : la somme des cash-flows actualisés

	année 01	année 02	année 03	année 04	année 05
Investissements	28125000	28125000	28125000	28125000	28125000
Cash-flow	11342796	12092096	13087850	14170641	15143010
Coefficient (08%)	0,925925926	0,85733882	0,793832241	0,735029853	0,680583197
Flux actualisés	10502588,89	10367023,32	10389557,30	10415844,17	10306078,16
somme des cash-flows actualisés	10502588,89	20869612,21	31259169,50	41675013,67	51981091,83

Source : établi par nous même à partir du tableau n° 16

$$VAN = \sum CF (1+i)^{-n} - I_0$$

Donc:

$$VAN = 51981091,83 - 28125000 = 23856091,83 \text{ DA}$$

Interprétation:

$VAN > 0$ indique que la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs générés par le projet dépasse l'investissement initial. Cela signifie que le projet crée de la valeur et est rentable. Les investisseurs devraient envisager d'accepter ou de poursuivre le projet.

2- 5-2 Le délai de récupération actualisé (DRA)

Il se calcule selon la formule suivante :

$$\text{DRA} = \text{année de cumul inférieur} + \frac{\text{montant de l'investissement} + \text{cumul inférieur}}{\text{cumul supérieur} + \text{cumul inférieur}}$$

$$\text{DRA} = 2 \text{ ans} + \frac{28125000 + 20869612,21 \times 12}{31259169,50 + 20869612,21}$$

$$\text{DRA} = 2 \text{ ans} + \frac{48994612,21}{52128781,71}$$

$$\text{DRA} = 2 \text{ ans} + 11 \text{ mois} + (0,28 \times 30 \text{ jours})$$

$$\text{DRA} = 2 \text{ ans} + 11 \text{ mois} + 8 \text{ jours}$$

Interprétation

DRA est inférieur à la durée de vie du projet donc ce dernier est rentable. Cela signifie que les flux de trésorerie actualisés générés par le projet sont suffisants pour couvrir l'investissement initial avant que le projet ne se termine. Après la période de récupération, les flux de trésorerie supplémentaires contribuent directement à la rentabilité nette du projet.

2- 5-3 L'indice de profitabilité (IP)

Il se calcule selon la formule suivante :

$$\text{IP} = \frac{\sum \text{Cash-flows actualisés}}{\text{Investissements}}$$

$$IP = \frac{51981091,83}{28152000}$$

$$IP = 1,84$$

Interprétation

$IP > 1$ le projet est donc rentable, car la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs est supérieure à l'investissement initial. Cela signifie que chaque unité monétaire investie génère plus d'une unité monétaire de valeur actuelle nette.

2-5-4 Le taux de rendement interne (TRI)

Il se calcule selon la formule suivante :

$$TRI = -I_0 + \sum CF (1+t)^{-i} = 0$$

Nous avons procédé par des essais successifs et les résultats sont les suivants :

$$TRI = 34\% \implies VAN = 413619,56 \text{ DA}$$

$$TRI = 35\% \implies VAN = -125155,17 \text{ DA}$$

$$\text{Donc : } TRI = T_1 + \frac{(T_2 - T_1) * VAN_1}{(VAN_2) + (VAN_1)}$$

$$= 34\% + \frac{(35\% - 34\%) * 413619,56}{|-125155,17| + 413619,56}$$

$$= 34\% + \frac{413619,56}{538774,73}$$

$$= 34\% + 0,77\% = 34,77\%$$

$$TRI = 34,77\%$$

Interprétation

$TRI > \text{Taux d'actualisation requis}$, cela signifie que le projet est rentable. L'investissement génère un rendement supérieur au coût du capital, ce qui indique que le projet crée de la valeur pour les investisseurs.

2-5-5 Compte rendu de visite

L'année deux mille vingt et un le seize du moi du mars 16/03/2020 à 10h :30 le banquier chargée du dossier est rendu au lieu ou est situé l'entreprise X, commune et daïra de Freha pour afin de vérifier l'état des lieux du projet. Arrivée sur place, nous avons constaté l'existence effective de 4 garages d'une superficie totale de 252m² (appartenant au père du promoteur, pris en location sur 8 fermes) abritant déjà une unité de fabrication d'aliment de bétail d'une capacité de 30 Qt à 4Qt/H en plein activité, trois grands tamis d'une capacité successivement de 220 T, 120 T et 160 T remplies de blés et d'orges ainsi qu'une certaine quantité de produits finis en vrac. A noter que ces dits hangars sont érigés sur le premier terrain proposé en garantie d'une superficie de 2812m².

Par ailleurs sur le même axe, à environ 100m² de la fabrique, le banquier chargé de la visite a constaté un second terrain de 1,05 HA abritant les maisons familiales du promoteur.

La visite a pris fin à 12h. A signaler que suite à l'expertise du terrain de 2812m² évalué à 21488000 DA, couvrant largement éventuel concours, le client a présenté une nouvelle demande de laquelle il nous propose uniquement la parcelle précitée et a annulé la deuxième garantie de 1,05 HA.¹⁰⁰

Conclusion

Après avoir analysé la situation financière de l'entreprise x de KAHRA qui a sollicité un crédit d'investissement auprès de la BADR, nous constatons que l'entreprise dispose d'un fonds de roulement net positif durant les trois années, ce qui signifie que l'entreprise, en plus de la couverture de son actif stable par ses ressources permanents, finance une partie de son actif.

Par ailleurs les calculs du BFR de l'entreprise des trois exercices, nous ont conduits aux conclusions suivantes : un BFR négatif durant l'exercice 2018 ce qui signifie que l'entreprise est en déséquilibre à court terme, et positif durant l'année 2019 et 2020 ce qui

¹⁰⁰ Document interne de la BADR

signifie que ressources d'exploitation ne couvrent pas les emplois d'exploitation. Autrement dit, le besoin exprimé sera couvert par le FRNG (fonds de roulement net global) dégagé.

Quant à la trésorerie nette de l'entreprise, celle-ci est positive, durant les trois années ce qui signifie que l'entreprise assure son équilibre à très court terme. De plus, le calcul des ratios de rentabilité économique et de rentabilité financière, nous ont permis de conclure que l'entreprise est solvable durant les trois années.

Ensuite, nous avons approfondi notre analyse par l'évaluation financière du projet d'investissement à l'aide de plusieurs indicateurs clés tels que : la valeur actuelle nette (VAN), le délai de récupération actualisé (DRA), le taux de rendement interne (TRI) et l'indice de profitabilité (IP). Les résultats de tous ces indicateurs sont favorables, ce qui nous amène à dire que le projet est rentable.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'entreprise, est une entité économique combinant des facteurs de production dans le but de produire des biens et des services destinés à être vendus sur un marché solvable. Pour sa création ou au cours de son développement, l'entreprise doit, au moment opportun, détenir des ressources financières nécessaires pour faire face à ses échéances et utiliser au mieux les moyens dont elle dispose. Ces ressources financières conditionnent donc la survie et le développement des entreprises dans un environnement marqué par une concurrence intense et une situation géopolitique instable.

Parmi les acteurs qui peuvent répondre aux besoins financiers des entreprises, on trouve la banque qui est une institution financière qui collecte l'épargne, accorde des crédits et met à la disposition de ses clients des moyens de paiement.

De ce fait, la relation entre la banque et les entreprises revêt une importance cruciale dans la mesure où la première, à travers les différents crédits qui elle propose, fournit des sources de financement aux entreprises et ces dernières à travers les intérêts et les commissions qu'elles versent, participent aux gains de la banque.

Au terme de l'étude menée, nous avons constaté qu'avant de s'engager dans une relation de long terme avec un client dans le cadre d'octroi d'un crédit d'investissement, une banque doit mener une analyse minutieuse de la situation financière de l'entreprise, mais aussi de la rentabilité financière du projet qu'elle va financer afin de limiter au maximum le risque de non remboursement. Pour ce faire, différents indicateurs sont calculés, analysés et interprétés. De plus, les exigences des banques en matière de garantie peuvent exclure plusieurs entreprises de cette source de financement.

De ce fait, et pour assurer un financement stable et durable des investissements des entreprises algériennes, il est important de diversifier les sources de financement. Dès lors, les entreprises peuvent explorer d'autres options telles que le recours aux marchés financiers à travers l'émission d'actions et/ ou d'obligations, le recours au capital investissement ou le financement participatif. En outre, une collaboration étroite entre les entreprises et les institutions financières peut favoriser un environnement financier plus robuste et résilient, ce qui va bénéficier à l'ensemble de l'économie

Références et bibliographie

Liste des ouvrages

- BOUZAR Chabha, « Economie bancaire », édition EL-Amel, Tizi-Ouzou, 2023
- BOUYACOUB Farouk, « évaluation et financement du projet », édition Casbah, Alger, 2003
- BOUYACOUB Farouk, « l'entreprise et le financement bancaire », édition Casbah, Alger, 2003
- BOLUSSET Carole, « l'investissement », édition Bréal, paris, 2007
- CARLES Amélie, MAURICE Stéphanie, REDDOR Etienne, « le financement des entreprises », 2ème édition economica, Paris, 2014
- CAPUL Jean-Yves, « l'économie et la science sociale de A a Z », édition Hatier, Paris, 2005
- GAUCHO N.P, « vocabulaire d'actualité économique », édition Ellipse, Paris, 1994
- GARSUAULT P, PRIAMIS, « la banque fonctionnement et stratégie », édition economica, Paris, 1995
- GURLEY J.G ES Shaw, « argents dans une théorie de la finance », l'institution brooking institution Washington, DC, 1960
- HADJ SADOK Tahar, « les risques de l'entreprise et de la banque », édition DAHLAB, Msila, 2007
- HOUDAYER Robert, « Evaluation financière des projets, ingénierie de projet et décision d'investissement », 2^{ème} édition economica, Paris, 1999
- KARYOTIS Catherine, « l'essentiel de la banque », édition l'extenso, Paris , 2015
- LASARY, « Economie de l'entreprise », édition EL-dar el othmania, Alger, 2007
- ROGER Aim, « organisation des entreprises », édition afnor, Paris, 2013
- SOUSI-ROUBI Blanche, « lexique de la banque et des marchés financiers », édition DULNOD, Paris, 2009
- SPIESER Philippe, « informations économiques et marchés financiers », édition economica, Paris, 2000

Listes des articles

- ONNEE S, RENAULT S, « le financement participatif : atouts, risques et conditions de succès », gestion, n°38, 2017
- WRIGHT Mike, le capital-investissement, revue française gestion, n°141, 2002 participatif : atouts, risques et conditions de succès », gestion, n°38, 2017

Liste des mémoires

- AID Sonia et AMICHE Coussaila, (2023), « le financement bancaire d'un projet d'investissement », mémoire de fin d'étude du master spécialité finance et banque, université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou,
Par DJEROUMI Cylia et BOUKRIF Cylia, (2020/2021), « le rôle de la bourse d'Alger dans le financement de l'économie nationale », mémoire de fin d'étude du master spécialité contrôle comptabilité, université Abderrahmane Mira de Bejaia.
- BRAHAMI Imene et IDRI Meriem, (2020/2021), « relation banque/ entreprise dans le cadre de financement des investissements », mémoire de fin d'étude du master spécialité comptabilité et audit, université Abderrahmane Mira de Bejaia.
- COULIBALY Souleymane, (2017/2018), « le financement bancaire des projets d'investissement », par COULIBALY Souleymane, mémoire de fin d'étude du master spécialité finance et banque, université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou,
- ZIADI Lamine et ZEMMOUR Siham, (2020/2021), « financement bancaire des entreprises », mémoire de fin d'étude du master spécialité Economie Monétaire et Bancaire, université Abderrahmane Mira de Bejaia.

Les sites internet

<http://www.lafinanepourtous.com>
<http://wikimemoires.net>
<http://www.noun-partneres>
<http://bpufrance-creation.fr>
<http://www.lecoindesentrepneurs.fr>
<http://univer-bejaia.dz>
<http://www.coran.fr>
<http://www.img.caisse-epargne.fr>
<http://www.ammc.ma>
<http://www.ig.com>
<http://www.compta-facile.com>
<https://www.cairn.info.com>
<https://www.leblogdudirigeant.com>

Annexes

Mr : XX

FABRICATION D'ALIMENT DE BETAIL
KAHRA Cne DE FREHA

ANNEXE : 01

A Monsieur le Directeur
de la banque algérienne de développement rurale
Agence azazga.

Objet : Demande de financement d'investissement

Monsieur ;

Nous avons l'honneur de venir respectueusement par la présente correspondance vous demander une escorte à la réalisation du projet d'investissement portant acquisition d'unité de production d'aliment de bétail granul auto 8T/H avec un groupe électrogène 450 KVA secours 410 KVA continu

Le montant du crédit sollicité auprès de votre établissement s'élève **19 687 500 DA** pour une durée de cinq (09) année dont une (01) année de différée

Par ailleurs ; je met en hypothèque un terrain d'une superficie de 2812 m2 estimée à 10 240 000 DA plus une construction de 320m2 estimée à 11 248 000 DA ce qui donne un total à hypothéquer de 21 488 000 DA les deux biens sont situés au lieu dit ait m'hand commune de freha..

Je m'engage à respecter et à honorer mes engagements et délais de remboursement.

Dans l'attente d'une réponse favorable veuillez croire monsieur le directeur à l'expression de ma parfaite considération.

Freha LE ; 04-01- 2021

PIECES CONSTITUTIVES D'UN DOSSIER DE CREDIT :
CREDIT D'INVESTISSEMENT OU D'EXPLOITATION.

ANNEXE : 02

A) DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET JURIDIQUES :

- Demande de crédit signée par une personne habilitée ;
- Copie dûment légalisée des statuts (pour les personnes morales) ;
- P.V délibération désignant et autorisant le gestionnaire à contracter des emprunts ;
- Copie dûment légalisée du registre de commerce ou toute autres documents justifiant l'autorisation d'exercice de l'activité projetée ou exercée (agrément, autorisation d'exploitations, carte fellah, carte d'artisan... etc) ;
- Copie dûment légalisée du BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales) ;
- Copie dûment légalisée de l'acte de propriété, de concession ou de bail des locaux professionnels.

B) DOCUMENTS COMPTABLES ET FISCAUX :

- Bilan et T.C.R. des trois (03) derniers exercices ;
- Rapport du commissaire aux comptes pour les entreprises concernées ;
- Bilans et T.C.R. prévisionnels ;
- Plan de financement et/ou de trésorerie ;
- Situations fiscales et parafiscales récentes ou échéanciers éventuels.

C) DOCUMENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS :

- Étude technico-économique (en particulier pour les demandes d'investissement) ;
- Facture pro forma, devis, contrats des équipements à acquérir ;
- Plan des charges, carnet de commandes, contrats, conventions, ...etc.

D) DIVERS:

- Avantages obtenus : ANDI, concessions, avantages liés à l'exportation ;
- Tout document jugé utile par le client pour appuyer sa demande de financement ;
- Tout document nécessité par la mise en place des dispositifs spécifiques.

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
ACCUSE DE RECEPTION D'UN DOSSIER DE CREDIT

ANNEXE : 03

..... le

Groupe Régional d'Exploitation de : Indice :

Agence Locale d'Exploitation de Indice :

☐ Reçu de : (1)

☐ Pour le compte de : (2)

Nature du crédit sollicité Exploitation ☐ Investissement ☐

Montant du crédit sollicité : DA.

Délai de réponse fixé pour le dossier :

30 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Agences ☐
35 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Régionaux ☐
45 jours calendaires : dossiers relevant des pouvoirs Centraux ☐

Cher client,

Le présent document vous permet de protester auprès de la Direction du Réseau d'Exploitation (DRE) en cas de non réception de la réponse de la Banque dans les délais fixés.

Coordonnées de la Direction :

Téléphone : 021- 98-92-04 Fax : 023-51-15-31

Il est précisé que les délais de réponse ne commencent à courir qu'à partir de la réception de l'intégralité des documents et informations réclamés (y compris les compléments).

L'accusé de réception ne vaut pas engagement, de quelque nature que ce soit, en matière d'octroi de crédit.

Banque de l'Agriculture et du Développement Rural

ANNEXE N° 8

PROCES VERBAL DU COMITE DE CREDIT

N° 01 DU 05/06/20

ANNEXE 04

- POSITIONS DES COMPTES AU :

COMITE: G.R.E. BADR.

EMPRUNTEUR :

- COTE DE RISQUE

☐

CODE ACTIVITÉ :

A.L.E. Azoga 571 - N° COMPTE 00000

- Groupe d'affaires :

Sté 1

Sté 2

AUTORISATION PRECEDENTE			ENCOURS DES CREDITS		AUTORISATION SOLICITEE		
TYPE DE CREDIT	MONTANT	ECHEANCE	TYPE DE CREDIT	MONTANT	TYPE DE CREDIT	MONTANT	ECHEANCE
					GMT equipement	19685000	05 ans.
GARANTIES DETENUES EN PORTEFEUILLE				GARANTIES PROPOSEES :			
				typothécaire			
				GARANTIES EXIGES			
				typothécaire, nautissement, BPAMR.			

DECISION / AVIS DU COMITE DE CREDIT

favorable.

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

ANNEXE : 06

« LETTRE D'ACCEPTATION »

- Agence domiciliataire : Azaga 571
- Numéro du Compte client : 000 00
- Numéro de dossier : 01
- Nom ou Raison sociale de l'emprunteur : X
- Adresse du siège social de l'emprunteur : à rajouter : Villag KAlia, Commune FREHA
- Activité : Fabrication d'abiment de Bétail

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le plaisir de vous informer que notre Etablissement est disposé à vous octroyer le crédit suivant :

- Type de prêt : CMT
- Montant : 1 654 411 DA
- Taux : 5,5%
- Date limite d'utilisation : 12 mois
- Durée d'amortissement : 60 mois
- Période de différé (éventuel) :

Cependant, nous attirons votre aimable attention, sur le fait que ce crédit ne pourra connaître un début d'utilisation, que lorsque les réserves bloquantes, citées ci-dessous, auront été levées :

- Caution Hypothécaire d'un terrain d'une superficie de 2812 m².
- Expertise par la SAE à 84 360 000,00 DA.
- Mobilisation en Cpte de l'apport personnel de 7 030 336,73 DA.
- Attestations fiscale et par fiscale et par fiscale récentes (opérées / ou échéancier).
- DPANR (la souscription des réception du matériels).
- Signature des Comités de prêt en langue étrangère et nationale.

Dans l'attente, de vous lire, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

ANNEXE : 07

Sous réserves des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, tant qu'il sera débiteur en vertu de la présente convention, l'emprunteur s'engage à :

- a) ne constituer au profit d'autres créanciers sur ses biens présents ou futurs et jusqu'au remboursement effectif du prêt, aucune garantie sûreté ou engagement ayant pour effet de privilégier un autre créancier ;
- b) faire tout ce qui est nécessaire pour maintenir et protéger sa capacité juridique, et ses moyens de production et/ou de services ;
- c) assurer son matériel mobilier et ses biens immobiliers et à maintenir cette assurance et à payer les primes stipulées au contrat ; en cas de sinistre, total ou partiel avant complète libération de l'emprunteur, la Banque exerce sur l'indemnité d'assurance les droits résultant à son profit conformément aux clauses prévues dans l'acte de garanties conclu en application de la présente convention.
- d) confier à la Banque l'intégralité du chiffre d'affaires réalisé par le projet financé dès son entrée en production ou en service.

ARTICLE 14 : PENALITES DE RETARD

Tout retard dans le paiement des sommes dues par l'emprunteur entraînera, sans mise en demeure et à titre de pénalités, le prélèvement d'un intérêt de retard.

Le taux de pénalité de retard applicable est indiqué aux conditions particulières.

ARTICLE 15 : COMMISSIONS ET FRAIS

L'emprunteur s'engage à payer trimestriellement la commission d'engagement et les frais du dossier figurant aux conditions particulières.

ARTICLE 16 : REGLEMENT DE LITIGE

Tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera, à défaut de règlement à l'amiable, porté devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses respectives indiquées dans la présente convention.

Fait à, le

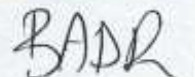
LE DEBITEUR (1)

P/LA BANQUE

Signature et cachet

Signature et cachet





(1) la signature de l'emprunteur doit être précédé de la mention manuscrite « lu et approuvé »

ANNEXE : 08

BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
« CONVENTION DE PRET »

Entre les soussignés,

La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (B.A.D.R), Société par actions, au capital de Trente Trois milliards de dinars (33.000.000.000 DA) ayant son siège social à Alger sis 17, Boulevard Colonel Amirouche – désigné ci-après la banque, représenté par

d'une part

et,

M (Nom, Prénom ou raison sociale, nature juridique selon le cas) désigné (e) ci -- après l'emprunteur

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1.1 OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Banque accorde à l'emprunteur désigné ci-dessus un prêt aux conditions particulières et générales ci-après définies.

I. CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET

II. CONDITIONS GENERALES DU PRET

1.1.1 ARTICLE 1 : MONTANT DU PRET

La banque accorde par la présente convention à l'emprunteur un prêt dont le montant figure dans les conditions particulières.

ANNEXE N° = BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
N° = 09

« LETTRE DE REFUS »

- Agence domiciliataire :
- Numéro du Compte client.....
- Nom ou Raison sociale de l'emprunteur :
.....
.....
- Adresse du siège social de l'emprunteur : à rajouter.....
.....
- Activité.....

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le regret de vous informer que notre Etablissement n'a pas convenance à vous octroyer le crédit demandé pour les motifs ci-après :

-
-
-
-

Pour toute information complémentaire, nous vous prions de bien vouloir vous rapprocher de nos services.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

ANNEX N° 10

BILAN PREVISIONNEL ANNEE 01

ACTIF	Montant Bruts	Amort/Prov	Net	PASSIF	Montants
5 NON COURANTS					
Immobilisation incorporelles				Capitaux propres	
Immobilisation corporelles				Capital emis	15 562 843
Equipements	34 067 900	4 046 583	30 021 317	Primes et reserves	
Autres immobilisations	5 134 453	513 445	4 621 008	Capital non appele	
Immobilisation en cours				ecart d'evaluation	
Immobilisation financieres				Passifs non courants	
Autres actifs financiers non courants				Emprunt et dettes financieres	19 687 500
COURANTS				Autres dettes	
Trésorerie et équivalents	4 587 632		4 587 632	Provisions et produits constate d'avance	
Autres immobilisations				Passif courants	
Autres immobilisations	3 874 125		3 874 125	Fournisseur et comptes rattachés	2 589 344
Autres immobilisations	2 684 132		2 684 132	Impôts	1 875 422
Autres immobilisations	2 458 740		2 458 740	Autres dettes	2 543 882
Autres immobilisations				Tresorerie passifs	
Autres immobilisations					
Autres immobilisations	794 805		794 805		
GENERAL ACTIF				TOTAL DES COMPTES DU PASSIF	42 258 991
ACTIF (PERTE)				RESULTAT	6 782 768
Gle. ACTIF	53 601 787	4 560 028	49 041 759	TOTAL Gle. PASSIF	49 041 759

ANNEXE N° 4



BILAN PREVISIONNEL ANNEE 02

ACTIF	Montant Bruts	Amort/Prov.	Net	PASSIF	Montants
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisation incorporelles				Capitaux propres	
Immobilisation corporelles				Capital émis	15 562 843
Terrains				Primes et réserves	
Batiments				Capital non appelé	
Autres immobilisation corporelles	34 067 900	8 093 166	25 974 734	écart d'évaluation	
autres équipements	5 134 453	1 026 890	4 107 563		
Immobilisation encours				Passifs non courants	
Immobilisation financières				Emprunt et dettes financières	17 226 562
prêt et autres actifs financiers non courants				Autres dettes	
ACTIFS COURANTS				Provisions et produits constaté d'avance	
Stocks et encours	5 248 754		5 248 754	Passif courants	
Créances et emplois assimilés				Fournisseur et comptes rattachés	3 047 858
Clients	3 587 662		3 587 662	Impôts	2 014 785
Autres débiteurs	4 510 364		4 510 364	Autres dettes	2 784 520
Impôts et assimilés	2 978 524		2 978 524	Treorerie passifs	
Disponibilités et assimilés					
placements et autres actifs financiers					
Treorerie	1 761 035		1 761 035		
TOTAL GENERAL ACTIF				TOTAL DES COMPTES DU PASSIF	40 636 568
RESULTAT (PERTE)				RESULTAT	7 532 068
TOTAL GIE ACTIF	57 288 692	9 120 056	48 168 636	TOTAL GIE PASSIF	48 168 636

Annexes

ANNEXE N° 12

BILAN PREVISIONNEL ANNEE 2003

ACTIF	Montant Bruts	Amort/Prov.	Net	PASSIF	Montants
5 NON COURANTS					
immobilisation incorporelles				Capitaux propres	
immobilisation corporelles				Capital emis	15 562 843
autres immobilisations				Primes et reserves	
immobilisation corporelles	34 067 900	12 139 749	21 928 151	capital non appele	
equipements	5 134 453	1 540 335	3 594 118	ecart d'evaluation	
immobilisation en cours				Passifs non courants	
immobilisation financieres				Emprunt et dettes financieres	14 765 625
autres actifs financiers non courants				Autres dettes	
5 COURANTS				Provisions et produits constate d'avance	
et en cours	6 325 412		6 325 412	Passif courants	
autres et emplois assimiles				Fournisseur et comptes rattaches	3 548 752
detbiteurs	4 658 745		4 658 745	Impots	3 514 802
autres et assimilés	4 653 888		4 653 888	Autres dettes	2 584 784
autres et assimilés	5 458 745		5 458 745	Tresorerie passifs	
autres et autres actifs financiers					
autres	1 885 477		1 885 477		
GENERAL ACTIF				TOTAL DES COMPTES DU PASSIF	39 976 806
TAT (PERTE)				RESULTAT	8 527 730
Gle. ACTIF	62 184 620	13 680 084	48 504 536	TOTAL Gle. PASSIF	48 504 536

ANNEXE N° 13



BILAN PREVISIONNEL ANNEE 04

ACTIF	Montant Bruts	Amort/Prov.	Net	PASSIF	Montants
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisation incorporelles				Capitaux propres	
Immobilisations corporelles				Capital emis	15 562 843
Terreins				Primes et reserves	
Batiments				capital non appele	
Autres immobilisation corporelles	34 067 900	14 329 843	19 738 057	ecart d'evaluation	
autres équipements	5 134 453	2 053 780	3 080 673		
Immobilisation encours				Passifs non courants	
Immobilisation financières				Emprunt et dettes financières	12 304 687
prêt et autres actifs financiers non courants				Autres dettes	
ACTIFS COURANTS				Provisions et produits constaté d'avance	
Stocks et encours	6 716 113		6 716 113		
Créances et emplois assimilés				Passif courants	
Clients	5 854 788		5 854 788	Fournisseur et comptes rattachés	3 245 877
Autres débiteurs	4 587 458		4 587 458	Impôts	4 215 478
Impôts et assimilés	6 952 147		6 952 147	Autres dettes	3 012 547
Disponibilités et assimilés				Tresorerie passifs	
Placements et autres actifs financiers					
Tresorerie	2 879 298		2 879 298		
TOTAL GENERAL ACTIF				TOTAL DES COMPTES DU PASSIF	38 341 432
RESULTAT (PERTE)				RESULTAT	11 467 102
TOTAL Gie. ACTIF	66 192 157	16 383 623	49 808 534	TOTAL Gie. PASSIF	49 808 534

ANNEXE N° 14

BILAN PREVISIONNEL ANNEE 2005

ACTIF				PASSIF		Montants
	Montant	Bruts	Amort/Prov	Net		
ACTIFS NON COURANTS						
Immobilisation incorporelles					Capitaux propres	
Immobilisation corporelles					Capital émis	15 562 843
Terrains					Primes et réserves	
Bâtiments					capital non appelé	
Autres immobilisation corporelles	34 067 900	16 179 843	17 888 057		ecart d'évaluation	
autres équipements	5 134 453	2 567 225	2 567 228			
Immobilisation encours					Passifs non courants	
Immobilisation financières					Emprunt et dettes financières	9 843 750
prêt et autres actifs financiers non courants					Autres dettes	
ACTIFS COURANTS					Provisions et produits constaté d'avance	
Stocks et encours	7 521 487			7 521 487		
Créances et emplois assimilés					Passif courants	
Clients	6 654 879			6 654 879	Fournisseur et comptes rattachés	3 187 546
Autres débiteurs	5 554 209			5 554 209	Impôts	4 289 745
Impôts et assimilés	6 844 257			6 844 257	Autres dettes	4 021 547
Disponibilités et assimilés					Tresorerie passifs	
placements et autres actifs financiers						
Tresorerie	2 654 879			2 654 879		
TOTAL GENERAL ACTIF					TOTAL DES COMPTES DU PASSIF	
RESULTAT (PERTE)					RESULTAT	36 905 431
TOTAL GLE. ACTIF	68 432 064	18 747 068		49 684 996	TOTAL GLE. PASSIF	49 684 996

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste abréviation

Liste des tableaux et des schémas

Sommaire

Introduction générale..... 1

Chapitre I : Aspects théoriques relatifs à la banque et à l'entreprise 5

Introduction 6

Section 1 : notions générales sur les banques 6

1-1 Définition de la banque 6

1-1-1 Définition économique de la banque 6

1-1-2 Définition juridique de la banque 7

1-2 Rôles et fonctions de la banque 7

1-2-1 L'intermédiation bancaire..... 7

1-2-2 La collecte des dépôts..... 8

1-2-2-1- Les dépôts à vue..... 8

1-2-2-2 Les dépôts à terme..... 8

1-2-3 La création monétaire 8

1-2-4 L'octroi de crédits..... 9

1-2-5 L'offre de services 9

1-2-6 Moyens de paiement..... 9

1-3 Les types des banques 9

1-3-1 Les types de banque selon leur statut juridique 10

1-3-1-1 La banque coopérative ou banque mutualiste 10

1-3-1-2 La banque commerciale 11

1-3-1-3 La banque publique 11

1-3-2 Les types de banque selon leurs sortes d'activités 11

1-3-2-1 La Banque Centrale	12
1-3-2-2 Banque de détail appelée banque commerciale ou banque de réseau	13
1-3-2-3 La banque d'affaires	14
1-3-2-4 La banque d'investissement	15
1-3-2-5 La banque universelle ou banque généraliste	15
1-3-2-6 La banque spécialiste	16
Section 2 : Notions générales sur l'entreprise	16
2-1 Définition de l'entreprise	16
2-2 Rôles de l'entreprise	17
2-3 Les dimensions de l'entreprise	17
2-3-1 La dimension économique	17
2-3-2 La dimension financière	18
2-3-3 la dimension humaine	18
2-4 Classification des entreprises	19
2-4-1 Classification par la taille	19
2-4-2 Classification par secteur d'activité	19
2-4-3 Classification par la branche d'activité	20
2-4-4 Classification selon le chiffre d'affaires	20
2-4-5 Classification selon la valeur ajoutée	21
2-4-6 Classification par le statut juridique	21
2-4-6-1 Les entreprises publiques	21
2-4-6-2 Les entreprises semi-publiques	22
2-4-6-3 Les entreprises privées	22
2-5 Les fonctions de l'entreprise	24
2-5-1 La fonction de direction	24
2-5-2 La fonction financière	24
2-5-3 La fonction ressources humaines	24
2-5-4 La fonction production	25

2-5-5 La fonction commerciale	25
2-5-6 La fonction approvisionnement	25
2-6 Les besoins de financement de l'entreprise	25
2-6-1 Besoins du cycle d'investissement	25
2-6-2 Besoins du cycle d'exploitation.....	26
2-6-1 Avantages et inconvénients de la relation banque/entreprise	27
2-6-1-1 Les avantages de la relation	27
2-6-1-2 Les inconvénients de la relation	27
Conclusion.....	27

Chapitre II : Les sources de financement et l'analyse financière des investissements des entreprises 29

Introduction	30
Section 1 : L'autofinancement	30
1-1 La définition de l'autofinancement.....	30
1-2 Les principes de l'autofinancement	31
1-2-1 La marge brute d'autofinancement (ou capacité d'autofinancement brut).....	31
1-2-2 Capacité d'autofinancement net	32
1-2-3 Evaluation de la capacité d'autofinancement	32
1-2-4 Le cash-flow	33
1-3 Avantages et inconvénients de l'autofinancement.....	33
1-3-1 Avantages de l'autofinancement	33
1-3-2 Les inconvénients de l'autofinancement	34
Section 2 : Le financement direct et le financement indirect	35
2-1 Le financement direct	35
2-1-1 Définition de la finance directe	35
2-1-2 Les sources de financement direct.....	36

2-1-2-1 l'augmentation du capital	36
2-1-2-2 Le marché financier.....	41
2-1-2-3 Le capital investissement	45
2-1-2-4 Le financement participatif	46
2-2 Le financement indirect	47
2-2-1 Définition du financement indirect.....	47
2-2-2 Les sources de financement indirect.....	48
2-2-2-1 Définition du crédit d'investissement.....	48
2-2-2-2 Le crédit-bail	50
Section 3 : Les outils de l'analyse financière	53
3-1- l'équilibre financier de l'entreprise x (l'étude financier)	53
3-1-1 Le fonds de roulement net (FRN).....	53
3-1-2 Le besoin en fond de roulement (BFR)	54
3-1-3 La trésorerie nette (TN)	55
3-1-4 L'étude par la méthode des ratios.....	56
3-1-4-1 Définition d'un ratio financier.....	56
3-1-4-2 Les types des ratios	56
3-2 Les critères d'évaluation financière	57
3-2-1 Définition de l'évaluation financière.....	57
3-2-2 Les méthodes dynamiques de l'évaluation financière.....	58
3-2-2-1 La valeur actuelle nette (VAN)	58
3-2-2-2 Le délai de récupération actualisé (DRA)	58
3-2-2-3 Indice de profitabilité (IP)	59
3-2-2-4 Le taux de rentabilité interne (TRI).....	59
Conclusion.....	60

Chapitre III : procédure d’octroi d’un crédit d’investissement au sein de BADR Tizi-Ouzou.....	61
Introduction	62
Section 1 : Présentation de la BADR	62
1-1 Historique de la BADR.....	62
1-1-1 La période 1982-1990.....	63
1-1-2-La période 1991-1999	63
1-1-3 La période après l’an 2000	63
2-1 Les missions et les objectifs de la BADR.....	64
2-1-1 Les missions de la BADR.....	64
2-1-2 Les objectifs de la BADR.....	65
3-1 Les pièces constitutives d’un dossier de crédit d’investissement ou crédit d’exploitation	65
3-1-1 Documents administratifs et juridiques	65
3-1-2 Documents comptables et fiscaux	66
3-1-3 Documents économiques et financiers	66
3-1-4 Divers.....	66
4-1 Les garanties bloquantes	67
5- 1 Les garanties non bloquantes	67
Section 2 : Etude d’un dossier de demande de crédit d’investissement au sein de la BADR agence n° 580 à Tizi-Ouzou	68
2-1 Présentation de l’entreprise.....	68
2-2 Objet de la demande.....	68
2-3 Présentation des bilans de l’entreprise x	69
2-3-1 Le bilan actif de l’entreprise x.....	69
2-3-2 Le bilan passif de l’entreprise x.....	70
2-3-3 Le compte du résultat prévisionnel de l’entreprise x.....	71
2-4 Analyse de l’équilibre financier de l’entreprise x	71
2-4-1 Le fonds de roulement net (FRN).....	72

2-4-2 Le besoin en fonds de roulement (BFR).....	72
2-4-3 La trésorerie nette (TN)	73
2-4-4 L'étude de la situation financière de l'entreprise par la méthode des ratios	74
2-4-4-1 Les ratios de structure financière	74
2-4-4-2 Les ratios de rentabilité.....	76
2-5 Evaluation de projet	79
2-5-1 La valeur actuelle nette (VAN).....	79
2-5-2 Le délai de récupération comptable (DRA)	82
2-5-3 L'indice de profitabilité (IP)	82
2-5-4 Le taux de rendement interne (TRI).....	83
2-5-5 Compte rendu de visite	84
Conclusion.....	84
Conclusion générale	86
Références bibliographique	88

Annexes

Table de matières